

CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2012
GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2012

REGISTRE - REGISTER

| | |
|-----------------|--|
| Présents | Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ; |
| Aanwezig | Didier van Eyll, <i>1er Échevin(e)/1e Schepen</i> ; Françoise Bertieaux, Marie-Rose Geuten , Bernard de Marcken de Merken, Frank Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Patrick Lenaers, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen-De Meulemeester, Stéphane Van Vaerenbergh, André du Bus de Warnaffe, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Jean Laurent, Rik Jellema , Ahmed M'Rabet, Marie-Pascale Minet, Kathy Mottet, Sandrine Es , Christina Karkan, Rik Baeten, Patrick Cuisinier, Corinne De Henau-Mikolajczak, Charles de Bergeyck, Chantal Hoornaert, Jean-Claude Bilquin, Viviane Scholliers, Catherine Prick, Marie-Louise Servais, Caroline Schickel, Jean-Claude Prick, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> . |
| Excusés | Rachid Madrane, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ; |
| Verontschuldigd | Laurent Vleminckx, Christophe Gasia, Colette Njomgang, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> . |

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:00
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:00

Madame Chantal HOORNAERT vote la première aux appels nominaux par ordre alphabétique.

Mevrouw Chantal HOORNAERT wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence du point 11 de la séance publique est adoptée à l'unanimité.

De urgentie van de punt 11 van de openbare zitting word met éénparigheid van stemmen aangenomen.

26.03.2012/A/001 **Placement d'antennes émettrices, rue de Tervaele 26 - Permis d'environnement délivré par l'IBGE à la S.A. KPN Group Belgium - Recours auprès du Collège d'Environnement - Autorisation.**
Plaatsing van een zendmast in de Tervaelestraat 26 - Milieuvergunning door het B.I.M. uitgereikt aan de N.V. KPN Group Belgium - Beroep bij het Milieucollege - Toelating.

Le Conseil communal,

Considérant que la demande de permis d'environnement a été introduite auprès de l'IBGE par la SA KPN GROUP BELGIUM en vue d'exploiter des antennes émettrices sises sur le clocher de l'église rue de Tervaete 26;

Considérant que la demande a fait l'objet d'un accusé de réception de dossier complet établi par l'IBGE en date du **05/12/2011**;

Considérant que la demande est située en zone d'habitation;

Considérant que la Commune a reçu le dossier en date du **06/12/2011** avec demande de le soumettre à enquête publique et à l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant que l'enquête publique a été organisée du **2/01/2012 au 16/01/2012**; ces dates étant les premières permettant de réaliser l'enquête de manière légale;

Considérant qu'en sa séance du **15/12/2011**, le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek a rendu un avis défavorable sur la demande;

Considérant qu'il était toutefois impossible pour le Collège de remettre un avis éclairé dans les délais requis, en raison des vacances scolaires de fin d'année, et au fait qu'une enquête publique devait être réalisée, enquête publique se terminant le **16/01/2012** (remarques pouvant être légalement déposée jusqu'au 18/01/2012), le délai maximum pour la remise de l'avis étant le **2/01/2012**; qu'en effet, l'enquête publique sert à informer la population, mais également à lui donner la possibilité d'attirer l'attention sur des cas particuliers nécessitant parfois une analyse spécifique;

Considérant que le permis d'environnement a été délivré en date du 10 février 2012 par l'IBGE;

Considérant que la décision a été notifiée à la commune par courrier recommandé le 14 février 2012;

Considérant que le demandeur a procédé à l'affichage en date du 15 février 2012;

Considérant que le délai maximal pour l'introduction de ce recours est de 30 jours suivant la fin de l'affichage, donc le 29/03/2012;

Considérant que, selon l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques, le facteur d'atténuation du rayonnement lors de sa traversée d'une paroi de brique ou béton non armé est de 4dB, et est nul lors de sa traversée d'une paroi de verre (telle qu'une fenêtre) ; que les fenêtres, peu importe si elles sont ouvertes ou fermées, n'atténuent donc en rien le rayonnement ;

Considérant que les plans de simulation sur façades intérieures, tenant uniformément compte d'un facteur d'atténuation de 4dB, sont incohérents et ne reflètent donc pas la réalité car nient tout autre matériel de façade, principalement les fenêtres pourtant omniprésentes ; que ces plans de simulation sur façades intérieures ne présentent dès lors pas grand intérêt et devraient plutôt s'intituler 'simulation sur façades aveugles' ; que les plans de simulation sur façades extérieures, ne tenant eux compte d'aucun facteur d'atténuation, montrent une situation bien plus proche de la réalité ;

Considérant dès lors que, même en situation future, censée être conforme, des infractions subsistent en simulation sur façades extérieures, infractions touchant donc tous les habitants concernés, la grande majorité n'étant pas confinés dans des pièces aveugles ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 janvier 2012 modifiant l'arrêté susmentionné du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques, renforce l'incohérence des simulations car stipule que dorénavant l'indice d'atténuation du rayonnement de 4dB s'applique lors de sa traversée d'une paroi de brique ou béton non armé **avec ou sans fenêtre**, tout en reprenant néanmoins l'indice d'atténuation nul en ce qui concerne les parois de verre ; que cet arrêté, modifié notamment par la mention '*avec ou sans fenêtres*', devrait apporter une pondération à l'indice de 4dB jusqu'à présent représentatif uniquement d'un mur de briques ou de béton non-armé ; qu'on peut en effet considérer sans exagération que les façades comprennent en moyenne 40% de surface vitrée, paramètre volontairement ignoré par la législation actuelle ;

Considérant que le principe de précaution, pourtant à la base de la législation régionale en matière d'antennes émettrices n'est dès lors pas respecté, car, sans parler du fait que ce sont des simulations et non des mesures qui sont effectuées, les simulations sont basées sur l'indice d'atténuation le moins strict, non-représentatif de la réalité du bâti en général ;

Considérant qu'il est pourtant du ressort de l'IBGE, en tant qu'autorité délivrante, de s'assurer à travers ses autorisations, au-delà bien évidemment du respect minimal de la législation et du respect des normes au vu de la configuration spécifique des lieux, de la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'une installation est susceptible de causer, directement ou indirectement, à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population, et d'imposer si nécessaire des conditions particulières plus strictes visant à atteindre cet objectif premier ;

Considérant qu'il est d'autant plus étonnant que les permis d'environnement soient délivrés en se basant sur l'indice d'atténuation de 4dB (se bornant à 'respecter la législation'), alors que, lors de réelles mesures sur les lieux par l'IBGE, la situation la plus défavorable (notamment derrière des fenêtres ne présentant par définition aucune atténuation) détermine s'il y a infraction ou pas ;

Considérant en outre, que cet arrêté, paru en date du 6 février 2012, n'était pas encore d'application lors de la délivrance en date du 10 février 2012 du présent permis d'environnement;

Considérant par ailleurs que le permis stipule « *qu'un permis est délivré lorsque les dossiers techniques réalisés à partir de l'outil de simulation démontrent que la norme en vigueur est respectée en toute zone accessible au public* » ;

Considérant par contre que la zone accessible au public n'est définie ni indiquée dans les dossiers de demande et sur les plans ; qu'il est dès lors impossible de distinguer celle-ci sur les plans et de connaître l'impact du champ électromagnétique en voirie et partout dans l'espace public (parc, plaines de jeux, terrains de sports, etc.) ; que la zone accessible au public constitue pourtant la base de l'analyse d'un dossier technique ; qu'elle devrait donc figurer clairement sur les plans du dossier technique afin d'évaluer correctement l'impact du champ électromagnétique;

Considérant en outre que le permis stipule encore « *qu'il ne s'agit pas de fournir aux citoyens une valeur exacte en chaque point accessible au public* » ;

Considérant qu'au vu des infractions constatées en simulation et des circonstances susmentionnées, il semble cependant plus qu'indispensable d'apporter aux habitants concernés un minimum de précision leur permettant de savoir à quelle importance de champ électromagnétique ils sont soumis ;

Considérant ainsi, qu'en l'absence de réelles mesures et au vu de l'échelle de mesure indiquée sur les plans de simulation, des valeurs de simulation à la demi-unité près seraient plus qu'utiles aux endroits présentant des infractions, afin que les habitants sachent si les niveaux se situent nettement au-dessus de la norme ou pas;

Considérant que le permis autorise la période de mise en conformité maximale à 2 ans, sans tenir compte de l'importance des infractions présentes en situation existante, prétextant la durée de reconfiguration du réseau, des travaux impliqués et d'obtention des permis d'urbanisme ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques stipule pourtant que « *le permis d'environnement relatif à une antenne classée **peut** laisser un délai de **maximum** 2 ans à partir de la date de sa délivrance pour se conformer à la norme en vigueur* » ;

Considérant qu'il est par conséquent tout à fait possible d'imposer au demandeur un délai de mise en conformité plus court, impliquant la priorisation des dossiers en fonction du nombre et de l'importance des infractions existantes;

Considérant que les plans de simulation sur façades présentent des manquements importants: en effet, ces plans ne contiennent aucun nom de voirie et présentent des

angles différents en situation existante et future ; que, de ce fait, l'accès à l'information requiert, outre une excellente connaissance du terrain, un temps d'analyse considérable au citoyen venu consulter l'unique dossier transmis par l'IBGE ;

Considérant que le permis stipule à ce sujet que « *ces remarques n'ont pas été prises en considération dans la présente décision vu que la procédure s'est déroulée en tout point conformément aux dispositions contenues dans la législation y afférente. Elles constituent néanmoins des recommandations avisées afin de faciliter l'accès à l'information aux citoyens. Nous en tiendrons donc compte dans les prochaines phases de traitements des dossiers relatifs aux antennes émettrices* » ;

Considérant qu'il nous semble en effet indispensable d'imposer un minimum de clarté dans ces dossiers, par nature déjà difficiles pour la moyenne des citoyens, et donc de préciser quand « *les prochaines phases* » seront d'application;

Considérant enfin qu'il serait plus qu'utile de disposer des sources scientifiques à la base de la législation actuelle, sans lesquelles il est difficile d'en apprécier la cohérence, et dès lors d'informer et de rassurer les riverains;

Considérant qu'il est de la responsabilité de l'administration communale, notamment en vertu de l'article 135 de la nouvelle loi communale, de veiller à la sécurité de l'environnement de la population ; qu'il est dès lors nécessaire d'introduire un recours auprès du Collège d'environnement en vue de lui demander, pour les motifs qui précèdent, de réformer et de refuser le permis d'environnement délivré par l'IBGE le 10 février 2012 et relatif à l'exploitation d'antennes de télécommunication **rue de Tervaete 26**, permis délivré à la SA KPN GROUP BELGIUM;

Vu les articles 123, 8 et 270, alinéa 2 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que, dans le cas présent, vu l'urgence du dépôt de la requête en annulation, il était nécessaire que le Collège prenne la décision d'introduire une telle procédure;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} mars 2012 d'introduire un recours en annulation auprès du Collège d'Environnement contre le permis d'environnement délivré par l'IBGE à la SA KPN GROUP BELGIUM pour l'exploitation d'antennes émettrices, rue de Tervaete 26;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1^{er} mars 2012 et donc de l'autoriser à introduire, au nom du Conseil, un recours en annulation auprès du Collège d'Environnement contre le permis d'environnement délivré par l'IBGE à la SA KPN GROUP BELGIUM pour l'exploitation d'antennes émettrices, rue de Tervaete 26 à 1040 Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

Ont voté oui:

BAETEN Rik, BILQUIN Jean Claude, CARTON de WIART Françoise, CUISINIER Patrick, de BROUCHOVEN de BERGEYCK Charles, DE HENAU-MIKOLAJCZAK Corinne, de MARCKEN de MERKEN Bernard, du BUS de WARNAFFE André, KARKAN Christina, LAURENT Jean, LENAERS Patrick, M'RABET Ahmed, MANDAILA Gisèle, PAULISSEN-DE MEULEMEESTER Eliane, PRICK Catherine, PRICK Jean-Claude, ROBERT Jean-Luc, SCHOLLIERS Viviane, VAN BOCKSTAL Frank, van EYLL Didier, VAN VAERENBERGH Stéphane, DE WOLF Vincent.

Se sont abstenus:

HOORNAERT Chantal, MINET Marie-Pascale, SCHICKEL Caroline, SERVAIS Marie Louise.

De gemeenteraad;

overwegende dat de NV KPN GROUP BELGIUM een milieuvergunning ingediend heeft bij het BIM om zendmasten uit te baten op de klokkentoren van de kerk in de Tervaeestraat nummer 26;

overwegende dat het BIM op **05/12/2011** een ontvangstbewijs opgesteld heeft voor de aanvraag met de melding dat het dossier volledig was;

overwegende dat de locatie waarvoor een vergunning aangevraagd werd in een woonzone ligt;

overwegende dat de gemeente het dossier ontvangen heeft op **06/01/2012** met de vraag het te onderwerpen aan een openbaar onderzoek en aan het advies van het college van burgemeester en schepenen;

overwegende dat het openbaar onderzoek gehouden werd van **02/01/2012 tot en met**

16/01/2012; dat dit de vroegste data waren waarop het onderzoek kon worden uitgevoerd op wettelijke wijze;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek in de zitting van **15/12/2011** een ongunstig advies uitgebracht heeft voor de aanvraag;

overwegende dat het college echter onmogelijk een uitvoerig advies kon uitbrengen binnen de vereiste termijn, wegens de schoolvakantie op het einde van het jaar, en omdat er een openbaar onderzoek moest plaatsvinden, dat moest worden afgesloten op **16/01/2012** (de opmerkingen konden ingediend worden t/m 18/01/2012), terwijl het advies ten laatste op **2/01/2012** moest worden uitgebracht; dat het openbaar onderzoek dient om de bevolking te informeren, maar ook om haar de mogelijkheid te geven de aandacht te vestigen op bijzondere gevallen die soms een specifieke analyse vergen;

overwegende dat het BIM de milieuvergunning uitgereikt heeft op 10 februari 2012;

overwegende dat de beslissing per aangetekende brief betekend werd aan de gemeente op 14 februari 2012;

overwegende dat de aanvrager de bekendmaking aangeplakt heeft op 15 februari 2012;

overwegende dat de termijn waarbinnen dit beroep kan worden ingesteld, 30 dagen bedraagt, met ingang vanaf de bekendmaking, de uiterste datum is dus 29/03/2012;

overwegende dat volgens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 oktober 2009 betreffende bepaalde antennes die elektromagnetische golven uitzenden, de verzwakkingsfactor van de straling doorheen een muur uit baksteen of niet-gewapend beton 4 dB bedraagt, en 0 dB bij de doorgang door een glazen wand (zoals een raam); dat ramen, ongeacht of ze gesloten zijn, de straling geenszins afzwakken;

overwegende dat de simulatieplannen op binnengevels, die allemaal gebaseerd zijn op dezelfde verzwakkingsfactor van 4 dB, incoherent zijn en geen weerspiegeling vormen van de werkelijkheid omdat ze geen rekening houden met andere gevelmaterialen,

vooral dan ramen, die nochtans alomtegenwoordig zijn; dat deze simulaties op binnengevels dan ook weinig nut hebben en beter 'simulatie op blinde muren' zouden heten; dat de simulatieplannen voor buitengevels, die met geen enkele verzwakkingsfactor rekening houden, een toestand weergeven die veel dichter bij de werkelijkheid ligt;

overwegende dat er daarom, zelfs in de toekomstige toestand, die conform zou moeten zijn, overtredingen blijven bestaan, die een impact hebben op alle betrokken bewoners, aangezien de meeste van hen niet wonen in ruimten die omgeven zijn door enkel blinde muren;

overwegende dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 januari 2012 wijzigende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 oktober 2009 betreffende bepaalde antennes die elektromagnetische golven uitzenden, de simulaties nog incoherenter maakt, omdat het bepaalt dat voor de straling door een muur uit baksteen of uit niet-gewapend beton **met of zonder venster** een verzwakkingsfactor van 4 dB gehanteerd wordt, terwijl voor glaswanden wel verzwakkingsfactor nul gebruikt; dat dit besluit, dat met name gewijzigd werd door de toevoeging van de woorden 'met of zonder ramen', een weging zou moeten toepassen op de index van 4 dB, aangezien deze tot op vandaag enkel representatief is voor een muur die volledig uit baksteen of niet-gewapend beton bestaat; dat we zonder te overdrijven kunnen stellen dat gevels al snel voor 40% uit een glazen oppervlak bestaan, een parameter die bewust genegeerd wordt door de huidige wetgeving;

overwegende dat het beginsel van voorzichtigheid, dat nochtans aan de basis ligt van de gewestelijke wetgeving inzake zendmasten, dus niet nageleefd werd, want, afgezien van het feit dat het simulaties en geen werkelijk uitgevoerde metingen betreft, zijn de simulaties gebaseerd op de minst strenge verzwakkingsfactor, die doorgaans niet representatief is voor echte gebouwen;

overwegende dat het BIM er zich als uitreikende overheid natuurlijk van moet vergewissen wanneer het vergunningen uitreikt, dat niet enkel de wetgeving minimaal wordt nageleefd en dat de normen, die van toepassing zijn naargelang van de specifieke indeling van de plaatsen, nageleefd worden, maar bovendien dat het leefmilieu, de gezondheid en de veiligheid van de bevolking beschermd worden tegen de gevaren, overlast, of hinder die een installatie rechtstreeks of onrechtstreeks kan veroorzaken; dat het indien nodig bijzondere en strengere voorwaarden moet opleggen om deze primaire doelstelling te behalen;

overwegende dat het daarom eens zo verwonderlijk is dat de uitgereikte vergunningen gebaseerd zijn op de verzwakkingsindex van 4 dB (waarbij het BIM zich beperkt tot het 'naleven van de wetgeving'), terwijl het BIM bij werkelijke metingen die het ter plaatse uitvoert, zich baseert op de meest ongunstige situatie (met name achter ramen, die de straling per definitie in geen enkele mate verzwakken) om te bepalen of er sprake is van een overtreding;

overwegende dat dit besluit, verschenen op 6 februari 2012, bovendien nog niet van toepassing was toen deze milieuvergunning op 10 februari 2012 uitgereikt werd;

overwegende dat de vergunning bepaalt dat *“een vergunning uitgereikt wordt wanneer de technische dossiers die opgesteld worden met het simulatie-instrument aantonen dat de geldende norm nageleefd wordt in alle publiek toegankelijke zones”*;

overwegende dat deze publiek toegankelijke zone echter niet omschreven noch aangeduid wordt in de aanvraagdossiers en op de plannen; dat het daarom onmogelijk is om deze op de plannen te onderscheiden en de impact van het elektromagnetische veld op de weg en overal in de openbare ruimte te kennen (park, speeltuin, sportterreinen, enz.); dat de publiek toegankelijke zone echter de basis vormt waarop de analyse van een technisch dossier uitgevoerd wordt; dat ze dan ook duidelijk op de plannen van het technisch dossier moet worden vermeld om de impact van het elektromagnetisch veld correct te beoordelen;

overwegende dat de vergunning bovendien nog bepaalt dat *“het niet de bedoeling is de inwoners een exacte waarde te geven voor elk publiek toegankelijk punt”*;

overwegende dat, gezien de overtredingen die vastgesteld werden bij de simulatie en de bovenvermelde omstandigheden, het toch meer dan noodzakelijk lijkt om de betrokken inwoners een minimum aan duidelijkheid te verschaffen zodat ze kunnen vernemen hoe groot de elektromagnetische straling is waaraan ze blootgesteld worden;

overwegende dat bij uitblijven van echte maatregelen en gezien de vermelde meetschaal op de simulatieplannen, het meer dan nuttig zou zijn om de simulatiewaarden tot op de halve eenheid te vermelden voor de plaatsen waar zich overtredingen voordoen opdat de bewoners weten of de waarden al dan niet duidelijk boven de norm liggen;

overwegende dat de vergunning een maximale termijn van twee jaar toestaat om de inrichtingen in overeenstemming te brengen met de geldende bepalingen, zonder rekening te houden met de omvang van de inbreuken in de bestaande toestand, waarbij als voorwendsel de duur van de reconfiguratie van het netwerk, van de nodige werken en van de aanvraagprocedure voor de stedenbouwkundige vergunning aangevoerd wordt;

overwegende dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 oktober 2009 betreffende bepaalde antennes die elektromagnetische golven uitzenden nochtans het volgende bepaalt: “*De milieuvergunning voor een ingedeelde antenne kan een termijn van **maximum** 2 jaar vanaf zijn aflevering voorzien om alles in overeenstemming te brengen met de geldende norm.*”

overwegende dat het daarom volstrekt mogelijk is om de aanvrager een kortere termijn op te leggen om de installatie in overeenstemming te brengen met de geldende bepalingen, en daarbij de prioriteit te geven aan de dossiers naargelang het aantal en de omvang van de bestaande overtredingen.

Overwegende dat de simulatieplannen op gevels belangrijke tekortkomingen vertonen: deze plannen vermelden namelijk nergens een straatnaam en vertonen hoeken die verschillen van de huidige en toekomstige situatie; dat de burger die het enkele dossier dat het BIM bezorgd heeft, komt raadplegen, buiten een uitstekende terreinkennis, aanzienlijk veel tijd nodig heeft de informatie te analyseren;

overwegende dat de vergunning in dit verband stelt dat “*deze opmerkingen niet in overweging genomen werden voor deze beslissing aangezien de procedure volledig in overeenstemming met de bepalingen van de toepasselijke wetgeving verlopen is. Toch zijn het verstandige aanbevelingen die de verstrekking van informatie aan de inwoners kunnen vergemakkelijken. We zullen er dus rekening mee houden bij de volgende fases in de behandeling van de dossiers met betrekking tot zendmasten*”;

overwegende dat het ons namelijk noodzakelijk lijkt om een minimum aan duidelijkheid te scheppen in deze dossiers, die van nature al moeilijk zijn voor de gemiddelde burger, en dus om te verduidelijken wanneer “*de volgende fases*” zullen plaatsvinden;

overwegende dat het meer dan nuttig zou zijn over de wetenschappelijke bronnen te beschikken waarop de huidige wetgeving gebaseerd is, zonder dewelke het moeilijk is om er de samenhang van te vatten en dus ook om de buurtbewoners erover te informeren en gerust te stellen;

overwegende dat het gemeentebestuur krachtens artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet instaat voor het toezicht op de veiligheid van het leefmilieu van de bevolking; dat het daarom nodig is een beroep in te stellen bij het Milieucollege om het wegens de hierboven vermelde redenen te vragen de milieuvergunning, uitgereikt door het BIM op 10 februari 2012 en met betrekking tot de uitbating van telecommunicatiemasten in de Tervaetestraat 26, die uitgereikt werd aan de NV KPN GROUP BELGIUM, te hervormen en te weigeren;

gelet op artikels 123, 8 en 270, lid 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat het college zich in dit geval, gelet op de urgentie om het verzoekschrift tot nietigverklaring in te stellen, genoodzaakt zag een dergelijke procedure in te stellen,

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 1 maart 2012 om een verzoek tot nietigverklaring in te stellen bij het Milieucollege tegen de milieuvergunning die het BIM uitgereikt heeft aan de NV KPN GROUP BELGIUM voor de uitbating van zendmasten in de Tervaetestraat 26;

BESLIST

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 1 maart 2012 goed te keuren en dus om het de toestemming te geven namens de gemeenteraad een verzoekschrift tot nietigverklaring aanhangig te maken bij het Milieucollege tegen de milieuvergunning die door het BIM uitgereikt werd aan de NV KPN GROUP BELGIUM voor de uitbating van zendmasten in de Tervaetestraat 26 in 1040 Etterbeek.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Hebben ja gestemd:

BAETEN Rik, BILQUIN Jean Claude, CARTON de WIART Françoise, CUISINIER Patrick, de BROUCHOVEN de BERGEYCK Charles, DE HENAU-

MIKOLAJCZAK Corinne, de MARCKEN de MERKEN Bernard, du BUS de WARNAFFE André, KARKAN Christina, LAURENT Jean, LENAERS Patrick, M'RABET Ahmed, MANDAILA Gisèle, PAULISSEN-DE MEULEMEESTER Eliane, PRICK Catherine, PRICK Jean-Claude, ROBERT Jean-Luc, SCHOLLIERS Viviane, VAN BOCKSTAL Frank, van EYLL Didier, VAN VAERENBERGH Stéphane, DE WOLF Vincent.

Hebben zich onthouden:

HOORNAERT Chantal, MINET Marie-Pascale, SCHICKEL Caroline, SERVAIS Marie Louise.

26.03.2012/A/002 **Administration communale - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information.**

Gemeentebestuur - Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2 – 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 67.000,00, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 16 février 2012

Objet : Achat de 3 appareils photographiques destinés aux services travaux, voirie et information

Estimation de la dépense : € 1.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 104/, 133/ et 421/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 16 février 2012

Objet : Ecoles Claire-Joie et Colombe de la Paix - Achat de matériel de gymnastique

Estimation de la dépense : € 19.446,64, TVA comprise

Article budgétaire : 722/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Service de l'Etat-civil - Achat de 3 machines à écrire

Estimation de la dépense : € 1.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 104/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Centre PMS - Achat de tests pédagogiques et livres divers

Estimation de la dépense : € 1.750,00, TVA comprise

Article budgétaire : 706/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Académie Constantin Meunier - Achat d'une mortaiseuse, d'une ponceuse et d'un aspirateur pour l'atelier d'ébénisterie

Estimation de la dépense : € 3.160,00, TVA comprise

Article budgétaire : 734/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Académie Constantin Meunier - Achat d'un vidéoprojecteur pour l'atelier d'histoire de l'art

Estimation de la dépense : € 1.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 734/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Voirie - Remise en état et modernisation de l'épandeuse à sel

Estimation de la dépense : € 10.556,91, TVA comprise

Article budgétaire : 421/74312-53 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Energie - Acquisition d'un appareil de mesure infrarouge pour tableaux électriques

Estimation de la dépense : € 500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 104/74412-98 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Voirie - Acquisition d'une boulonneuse, d'une meuleuse et d'un ponceuse

Estimation de la dépense : € 1.850,00, TVA comprise

Article budgétaire : 421/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Parcs et plantations - Acquisition d'une machine à vapeur pour désherbage à installer sur un véhicule à plateau existant

Estimation de la dépense : € 21.671,10, TVA comprise

Article budgétaire : 766/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Parcs et plantations - Acquisition d'une débroussailleuse, d'une petite souffleuse, d'un taille-haies et d'accessoires

Estimation de la dépense : € 2.622,89, TVA comprise

Article budgétaire : 766/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Achat de matériel de sonorisation pour la salle du Conseil et la salle de l'Europe

Estimation de la dépense : € 2.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 137/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Entretien des bâtiments - Achat d'une pompe vide-caves

Estimation de la dépense : € 3.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 137/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Fêtes et manifestations - Achat de matériel pour la réalisation de décors

Estimation de la dépense : € 5.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 763/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Sports - Achat de matériel de sport

Estimation de la dépense : € 5.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 764/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Parcs et plantations - Acquisition de colliers pour suspensions florales

Estimation de la dépense : € 1.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 766/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Parcs et plantations - Acquisition de panneaux signalétiques à installer dans les parcs

Estimation de la dépense : € 6.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 766/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Crèche Aimé Dupont - Achat d'un fourneau électrique 4 taques sur armoire

Estimation de la dépense : € 2.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 844/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Centre de Santé - Achat d'un frigo

Estimation de la dépense : € 600,00, TVA comprise

Article budgétaire : 871/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Ecoles d'enseignement primaire - Placement d'auges

Estimation de la dépense : € 9.884,18, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Ecoles d'enseignement primaire - Maintenance des lieux d'aisance

Estimation de la dépense : € 9.988,57, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Ecole du Paradis des Enfants - Remplacement du revêtement de sol de l'aile primaire (2^{ème} étage)

Estimation de la dépense : € 37.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Parcs et plantations - Fourniture et placement de terraway dans les fosses d'arbres

Estimation de la dépense : € 5.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 766/72512-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Prégardiennat l'Angerie - Mise en conformité de l'installation électrique

Estimation de la dépense : € 5.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 844/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : Cimetière communal - Remplacement du boiler

Estimation de la dépense : € 3.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 878/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012

Objet : CESE Ernest Richard - Acquisition de matériel de bureau (1 destructeur de documents, 2 plastifieuses et 1 plieuse de lettres)

Estimation de la dépense : € 1.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 735/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012
Objet : ISFCE - Acquisition de présentoirs
Estimation de la dépense : € 500,00, TVA comprise
Article budgétaire : 741/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012
Objet : Signalisation routière et petits équipements de voirie - Achat de bollards, de barrières et de panneaux de stationnement mobiles
Estimation de la dépense : € 6.650,00, TVA comprise
Article budgétaire : 425/74112-52 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012
Objet : Académie Constantin Meunier - Achat de tables de dessin
Estimation de la dépense : € 1.000,00, TVA comprise
Article budgétaire : 734/74112-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 1^{er} mars 2012
Objet : Bibliothèque néerlandophone - Achat de mobilier
Estimation de la dépense : € 6.450,00, TVA comprise
Article budgétaire : 767/74112-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 8 mars 2012
Objet : Prégardiennat Le Chalet - Achat de mobilier
Estimation de la dépense : € 1.590,00, TVA comprise
Article budgétaire : 844/74112-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 8 mars 2012
Objet : Cimetière communal - Etude pour un hangar à machines
Estimation de la dépense : € 12.698,95, TVA comprise
Article budgétaire : 878/74712-60 du budget extraordinaire de 2012

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

De gemeenteraad,

overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de

Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2 – 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 67.000,00, B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt;

aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

aangezien dat de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen:

Datum: 16 februari 2012

Onderwerp: Aankoop van 3 foto toestellen bestemd voor de diensten werken, wegenis en informatie

Raming van de uitgave: € 1.500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/, 133/ en 421/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 16 februari 2012

Onderwerp: Scholen Claire-Joie en Colombe de la Paix - Aankoop van turnmateriaal

Raming van de uitgave: € 19.446,64, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Dienst Burgerlijke stand - Aankoop van 3 schrijfmachines

Raming van de uitgave: € 1.500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: PMS-centrum - Aankoop van pedagogische testen en verschillende boeken

Raming van de uitgave: € 1.750,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 706/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Academie Constantin Meunier - Aankoop van een steekbank, een schuurmachine en een stofzuiger voor het schrijnwerkersatelier

Raming van de uitgave: € 3.160,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 734/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Academie Constantin Meunier - Aankoop van een videoprojector voor het atelier kunstgeschiedenis

Raming van de uitgave: € 1.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 734/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Wegenis - Herstellen en moderniseren van de zoutstrooier

Raming van de uitgave: € 10.556,91, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 421/74312-53 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Energie - Aankoop van een infraroodmeter voor zekeringskasten

Raming van de uitgave: € 500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/74412-98 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Wegenis - Aankoop van een slagmoersleutel, een slijpmachine en een schuurmachine

Raming van de uitgave: € 1.850,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 421/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Parken en beplantingen - Aankoop van een stoommachine voor het wieden die op een bestaande plateauwagen geplaatst moet worden

Raming van de uitgave: € 21.671,10, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 766/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Parken en beplantingen - Aankoop van een bosmaaier, een kleine blazer, een haagschaar en accessoires

Raming van de uitgave: € 2.622,89, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 766/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Aankoop van geluidsmateriaal voor de Raadzaal en de Europazaal

Raming van de uitgave: € 2.500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 137/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Onderhoud gebouwen - Aankoop van een dompelpomp

Raming van de uitgave: € 3.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 137/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Feesten en manifestaties - Aankoop van materiaal voor het maken van decors

Raming van de uitgave: € 5.000,00, BTW inbegrepen
Begrotingsartikel: 763/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Sport - Aankoop van sportmateriaal

Raming van de uitgave: € 5.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 764/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Parken en beplantingen - Aankoop van ringen voor hangkorven (bloemen)

Raming van de uitgave: € 1.500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 766/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Parken en beplantingen - Aankoop van gegevensplaten die in de parken geplaatst moeten worden

Raming van de uitgave: € 6.500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 766/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Kribbe Aimé Dupont - Aankoop van een elektrisch fornuis met 4 bakplaten op kast

Raming van de uitgave: € 2.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 844/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Gezondheidscentrum - Aankoop van een koelkast

Raming van de uitgave: € 600,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 871/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Scholen lager onderwijs - Plaatsen van wasbakken

Raming van de uitgave: € 9.884,18, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Scholen lager onderwijs - Onderhoud van de toiletten

Raming van de uitgave: € , BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: School Paradis des Enfants - Vervangen vloerbekleding - Vleugel lager onderwijs (2^{de} verdieping)

Raming van de uitgave: € 37.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Parken en beplantingen - Leveringen en plaatsen van terraway in de boomkuilen

Raming van de uitgave: € 5.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 766/72512-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Peutertuin l'Angerie - In conformiteit stellen van de elektrische installatie

Raming van de uitgave: € 5.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 844/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Gemeentelijke begraafplaats - Vervangen van de boiler

Raming van de uitgave: € 3.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 878/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 2012

Onderwerp: CESE Ernest Richard - Aankoop van bureaumateriaal (1 documentvernietiger, 2 lamineermachines, en 1 briefploomachine)

Raming van de uitgave: € 1.500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 735/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: ISFCE - Aankoop van brochurehouders

Raming van de uitgave: € 500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 741/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Wegsignalisatie en kleine wegvoorzieningen - Aankoop van palen, hekken en mobiele parkeerborden

Raming van de uitgave: € 6.650,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 425/74112-52 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Academie Constantin Meunier - Aankoop van tekentafels

Raming van de uitgave: € 1.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 734/74112-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 1 maart 2012

Onderwerp: Nederlandstalige bibliotheek - Aankoop van meubilair

Raming van de uitgave: € 6.450,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 767/74112-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 8 maart 2012

Onderwerp: Peutertuin Le Chalet - Aankoop van meubilair

Raming van de uitgave: € 1.590,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 844/74112-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 8 maart 2012

Onderwerp: Gemeentelijke begraafplaats - Studie voor een hangaar voor machines

Raming van de uitgave: € 12.698,95, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: van de buitengewone begroting van 2012

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

26.03.2012/A/003 **Aménagement de la place du roi vainqueur (2ème phase) et de l'avenue Hansen Soulie (1ère phase) - Approbation des conditions et du mode de passation. Inrichting van de koning overwinaarplein en de hansen soulielaan - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.**

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant le cahier spécial des charges N° TP/VVC/2012/06 relatif au marché "Aménagement de la place du Roi Vainqueur (2ème phase) et de l'avenue Hansen Soulie (1ère phase)" établi par le Service des Travaux Publics;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 413.223,14 € hors TVA ou 500.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73112-60;

Sur proposition du collègue;

DECIDE

Article 1er

D'approuver le cahier spécial des charges N° TP/VVC/2012/06 et le montant estimé du marché "Aménagement de la place du Roi Vainqueur (2ème phase) et de l'avenue Hansen Soulie (1ère phase)", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 413.223,14 € hors TVA ou 500.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2

De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4

Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73112-60.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Inrichting van de Koning Overwinaarplein en de Hansen Soulielaan” een bijzonder bestek met nr. TP/VVC/2012/06 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 413.223,14 € excl. btw of 500.000,00 € incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare aanbesteding;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2012, op artikel 421/73112-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

BESLUIT

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP/VVC/2012/06 en de raming voor de opdracht “Inrichting van de Koning Overwinaarplein en de Hansen Soulielaan”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden

vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten. De raming bedraagt 413.223,14 € excl. btw of 500.000,00 € incl. 21% btw.

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare aanbesteding.

Artikel 3

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2012, op artikel 421/73112-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Kathy Mottet entre en séance

Kathy Mottet treedt in zitting

26.03.2012/A/004 **Voirie - Divers travaux d'asphaltage - Programme 2012 - Choix du marché.
Wegenis - Verschillende asfalteringswerken - Programma 2012 - Keuze van de
opdracht.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment

l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Considérant le cahier spécial des charges n° TP/VDV/2012/03 relatif au marché "Travaux d'asphaltage" établi par le service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 268.595,04 hors TVA ou € 325.000,00 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73112-60 ;

Sur proposition du Collège ;

DECIDE

Article 1^{er}

D'approuver le cahier spécial des charges n° TP/VDV/2012/03 et le montant estimé du marché "Travaux d'asphaltage", établis par le service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 268.595,04 hors TVA ou € 325.000,00 21% TVA comprise.

Article 2

De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4

Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/73112-60.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 15;

gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

overwegende dat er dwingende spoed is, voortvloeiend uit niet te voorziene omstandigheden;

overwegende dat in het kader van de opdracht "Asfalteringswerken" een bijzonder bestek met nr. TP/VDV/2012/03 werd opgesteld door de dienst Openbare Werken;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 268.595,04 excl. BTW of € 325.000,00 incl. 21% BTW;

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare aanbesteding;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2012, op artikel 421/73112-60 van de buitengewone dienst;

op voorstel van het College;

BESLUIT

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP/VDV/2012/03 en de raming voor de opdracht “Asfalteringswerken”, opgesteld door de dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten. De raming bedraagt € 268.595,04 excl. BTW of € 325.000,00 incl. 21% BTW.

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare aanbesteding.

Artikel 3

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2012, op artikel 421/73112-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.03.2012/A/005 **Isolation et rénovation de la façade de l'école du Paradis des Enfants.**
Isolatie en renovatie van de gevel van de school Paradis des Enfants.

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° TP/LG/2012/05 relatif au marché "Isolation et rénovation de la façade de l'école du Paradis des Enfants" établi par le Service des Travaux Publics;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 123.966,94 € hors TVA ou 150.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par IBGE, et que cette partie est estimée à 15.000,00 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/72412-60;

Sur proposition du collège;

DECIDE

Article 1er

D'approuver le cahier spécial des charges N° TP/LG/2012/05 et le montant estimé du marché "Isolation et rénovation de la façade de l'école du Paradis des Enfants", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 123.966,94 € hors TVA ou 150.000,00 €, 21% TVA

comprise.

Article 2

De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante IBGE.

Article 4

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5

Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/72412-60.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 15;

gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

overwegende dat er dwingende spoed is, voortvloeiend uit niet te voorziene omstandigheden;

overwegende dat in het kader van de opdracht “Isolatie en renovatie van de gevel van de school Paradis des Enfants” een bijzonder bestek met nr. TP/LG/2012/05 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 123.966,94 € excl. btw of 150.000,00 € incl. 21% btw;

overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door BIM, en dat dit deel wordt geraamd op 15.000,00 €;

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare aanbesteding;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2012, op artikel 722/72412-60 van de buitengewone dienst;

op voorstel van het college;

BESLUIT

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP/LG/2012/05 en de raming voor de opdracht “Isolatie en renovatie van de gevel van de school Paradis des Enfants”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten. De raming bedraagt 123.966,94 € excl. btw of 150.000,00 € incl. 21% btw.

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare aanbesteding.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie BIM.

Artikel 4

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2012, op artikel 722/72412-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.03.2012/A/006 **Culte protestant - Eglise anglicane unifiée - Budget 2012.**

Protestantse eredienstv - Verenigde anglikaanse kerk - Begroting 2012.

Le Conseil communal,

Attendu que l'Administration communale d'Ixelles nous a transmis le 01/02/11, pour avis, conformément aux instructions en la matière, le budget pour 2012 de l'Eglise Anglicane Unifiée dont la circonscription s'étend sur le territoire de notre commune ;

Attendu que ce document se présente comme suit :

RECETTES

| | |
|-----------------|---------------------|
| ordinaires | 217.950,00 € |
| extraordinaires | 91.000,00 € |
| TOTAL | 308.950,00 € |

DEPENSES

| | |
|--------------------|---------------------|
| relatives au culte | 50.050,00 € |
| ordinaires | 178.900,00 € |
| extraordinaires | 80.000,00 € |
| TOTAL | 308.950,00 € |

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 255,9° de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'à présent le budget 2012 de la fabrique d'Eglise de l'église Anglicane

Unifiée « Holy Trinity » se présente en équilibre ;

DECIDE

d'émettre un avis favorable à l'approbation de ce document.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 26 votes positifs, 1 abstention.

Ont voté oui:

BAETEN Rik, BILQUIN Jean Claude, CARTON de WIART Françoise, CUISINIER Patrick, de BROUCHOVEN de BERGEYCK Charles, DE HENAU-MIKOLAJCZAK Corinne, de MARCKEN de MERKEN Bernard, du BUS de WARNAFFE André, HOORNAERT Chantal, KARKAN Christina, LAURENT Jean, LENAERS Patrick, MANDAILA Gisèle, MINET Marie-Pascale, MOTTET Kathy, PAULISSEN-DE MEULEMEESTER Eliane, PRICK Catherine, PRICK Jean-Claude, ROBERT Jean-Luc, SCHICKEL Caroline, SCHOLLIERS Viviane, SERVAIS Marie Louise, VAN BOCKSTAL Frank, van EYLL Didier, VAN VAERENBERGH Stéphane, DE WOLF Vincent.

Se sont abstenus:

M'RABET Ahmed.

De gemeenteraad,

overwegende dat het Gemeentebestuur van Elsene ons op 01/02/2011, voor advies, de begroting over 2012 van de Verenigde Anglikaanse Kerk waarvan de gebiedsomschrijving zich uitstrekt over onze gemeente heeft overgemaakt overeenkomstig de terzake bestaande voorschriften;

overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft;

ONTVANGSTEN

| | |
|---------------|---------------------|
| Gewone | 217.950,00 € |
| Buitengewone | 91.000,00 € |
| TOTAAL | 308.950,00 € |

UITGAVEN

| | |
|--------------------------|---------------------|
| Betreffende de eredienst | 50.050,00 € |
| Gewone | 178.900,00 € |
| Buitengewone | 80.000,00 € |
| TOTAAL | 308.950,00 € |

gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

gelet op het artikel 255,9° van de nieuwe gemeentewet;

overwegende dat de begroting 2012 van de Fabriekskerk van de Verenigde Anglikaanse Kerk “Holy Trinity” in evenwicht wordt voorgesteld;

BESLIST

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van dit document.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

27 stemmers : 26 positieve stemmen, 1 onthouding.

Hebben ja gestemd:

BAETEN Rik, BILQUIN Jean Claude, CARTON de WIART Françoise, CUISINIER Patrick, de BROUCHOVEN de BERGEYCK Charles, DE HENAU-MIKOLAJCZAK Corinne, de MARCKEN de MERKEN Bernard, du BUS de WARNAFFE André, HOORNAERT Chantal, KARKAN Christina, LAURENT Jean, LENAERS Patrick, MANDAILA Gisèle, MINET Marie-Pascale, MOTTET Kathy, PAULISSEN-DE MEULEMEESTER Eliane, PRICK Catherine, PRICK Jean-Claude, ROBERT Jean-Luc, SCHICKEL Caroline, SCHOLLIERS Viviane, SERVAIS Marie Louise, VAN BOCKSTAL Frank, van EYLL Didier, VAN VAERENBERGH Stéphane, DE WOLF Vincent.

Hebben zich onthouden:

M'RABET Ahmed.

Goedkeuring.

Le Conseil communal,

Considérant que la solidarité internationale et la coopération au développement sont à la fois des compétences fédérale et régionale;

Considérant que les autorités locales peuvent apporter une contribution financière complémentaire;

Considérant qu'une somme de 6.000 € est prévue au budget ordinaire, à l'article 150/332-02/02;

Considérant qu'il est souhaitable qu'il y ait une procédure établie par la commune pour l'attribution de ce montant prévu dans l'article mentionné ci-dessus;

DECIDE

D'approuver l'appel à projets 2012 solidarité internationale et coopération au développement comme suit:

1. Cadre général

L'objectif de cet appel à projets est de soutenir des initiatives locales de sensibilisation ou de renforcement des capacités dans le domaine de la solidarité internationale et de la coopération au développement à Etterbeek.

Les subsides peuvent être octroyés aux écoles, associations ou groupes d'habitants etterbeekois. Par association nous entendons: une association de fait, une ASBL ayant son siège social à Etterbeek ou un groupement d'habitants etterbeekois. Sont exclus de cet appel à projets: les services communaux et les conseils consultatifs.

Les subsides sont octroyés annuellement et sous réserve de l'approbation du budget communal. Chaque année, le service de la Solidarité Internationale proposera au Collège des Bourgmestre et Echevins le montant des subsides octroyé dans le cadre de l'appel à projets, après avoir consulté la Table Ronde Etterbeekoise Solidarité Internationale (TRESI).

2. Règlement

L'objectif de ce règlement est d'encourager des initiatives locales en matière de la solidarité internationale.

La politique générale de la commune d'Etterbeek sur la solidarité Nord-Sud porte sur:

Le fossé grandissant entre aisés et dépourvus aussi bien au Nord qu'au Sud qui appelle à renforcer la solidarité entre individus et peuples;
Le changement doit venir d'une sensibilisation au Nord;
Responsabiliser les gens aux effets de leurs actions sur le reste du monde.

Pour relever ce défi, une mobilisation maximale des acteurs locaux est nécessaire. C'est pourquoi la commune d'Etterbeek veut également soutenir des initiatives locales par le biais de cet appel à projets.

La solidarité internationale et la coopération au développement peuvent être stimulées par:

Le développement économique au Sud à travers la promotion du commerce équitable et la promotion d'échanges plus égalitaires;

Les droits de l'homme et plus précisément leur application dans le cadre des Objectifs du Millénaire;

Une démarche la plus participative possible et ciblée contre toute exclusion (sociale et autre);

Un travail commun autour d'une campagne existante dans le cadre de la solidarité internationale ou la coopération au développement.

Spécifiquement pour 2012, la priorité sera donnée à des projets qui prêtent attention à un des thèmes suivants: 2012 comme 'l'année européenne de la solidarité intergénérationnelle', renforcement des capacités d'associations locales, l'engagement de la commune en faveur de la campagne de Commune du Commerce Equitable et les Objectifs du Millénaire.

2.1 Répartition du budget

Le subside ne pourra dépasser 1.000€ pour chaque projet approuvé réalisé en 2012. Le Collège se réserve le droit d'octroyer un subside moindre si le budget demandé semble surestimé. Le matériel ne sera subsidié que s'il a un objectif pédagogique, de sensibilisation ou de formation.

Si les subsides n'ont pas été attribués le jour de la sélection, les budgets restants pourront être attribués à d'autres projets ayant introduit un dossier de candidature après la date de la sélection et avant le 31 octobre 2012.

2.2 Les conditions de base

Le projet s'inscrit dans et respecte la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Comme initiative ne seront pas retenues les propositions qui ont un caractère purement financier et commercial.

Le formulaire de candidature doit être entièrement complété.

L'école ou association ne pourra introduire qu'un seul projet par an.

Des cofinancements sont acceptés à condition qu'il n'y ait pas de double financement des mêmes dépenses, et que ces cofinancements soient clairement mentionnés sur le formulaire de candidature.

La demande sera faite au moins un mois avant la réalisation de l'activité/début du projet.
Les informations, documents et factures fournis sont authentiques.
Le rapport d'évaluation et les factures de justification seront envoyés au plus tard deux mois après la fin du projet et au plus tard avant le 30 novembre 2012.
Pour les demandes émanant d'un groupement d'habitants, un document signé par deux membres du groupe doit être joint au dossier dans lequel la personne responsable pour la réception et la gestion des subsides est désignée.

2.3 Les dossiers de candidature seront sélectionnés en fonction des critères suivants:

La pertinence du projet par rapport au fonctionnement du service de la Solidarité Internationale d'Etterbeek;
La coordination/collaboration avec d'autres instances;
L'attention portée aux divers aspects de la solidarité internationale;
L'attention portée à la communication, la répercussion médiatique et la visibilité;
L'identification du public cible (les bénéficiaires du projet);
La durabilité du projet et l'intérêt pour d'autres acteurs etterbeekois ;
L'élaboration du budget;
Renforcement de capacités d'organisations/initiatives existantes.

Critères qui constituent un atout supplémentaire:

Attention prêtée à un des thèmes suivants: 2012 comme 'l'année européenne de la solidarité intergénérationnelle', renforcement des capacités d'associations locales, l'engagement de la commune en faveur de la campagne de Commune du Commerce Equitable et les Objectifs du Millénaire;
Un ou plusieurs membres de la TRESI (Table Ronde Etterbeekoise de la Solidarité Internationale) sont impliqués dans le projet;
Le projet s'insère dans une campagne plus large;
Le projet est au minimum financé à 20% par des moyens propres.

Le service de la Solidarité Internationale peut être un partenaire si souhaité. Outre un financement, un soutien logistique peut être demandé (tables, chaises, communication, ...) à la commune.

2.4 Timing

Publication de l'appel aux subsides: le 27 mars 2012.

Date butoir de remise des dossiers de candidature pour la première sélection: le 30 avril 2012.

Les budgets restants seront attribués à mesure des remises de dossiers de candidature qui seront introduits après le 30 avril 2012 et avant le 31 octobre 2012.

2.5 Procédure

Le comité de sélection sera composé de:

L'Echevin de la Solidarité Internationale et de la Coopération au Développement;

Un délégué de la TRESI (Table Ronde Etterbeekoise de la Solidarité Internationale);

Un représentant du service de la Solidarité Internationale.

Le service de la Solidarité Internationale enverra un avis motivé, signé par la TRESI, pour approbation au Collège.

Le subside sera payé en deux tranches: une première tranche de 50% du subside sera versée une fois le projet approuvé par le Collège, le solde sera payé dans le mois qui suit la réception du dossier d'évaluation à condition que le projet ait été réalisé tel que prévu dans le formulaire de candidature.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

De gemeenteraad,

overwegende dat internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking zowel federale als regionale bevoegdheden zijn;

overwegende dat lokale overheden aanvullend een beperkte financiële bijdrage kunnen leveren;

overwegende dat volgens het begrotingsartikel 150/332-02/02 in de gewone begroting een bedrag van 6.000 € is voorzien;

overwegende dat het voor de verdeling van de financiële middelen voor deze begrotingspost wenselijk is dat er door de gemeenteraad een procedure wordt vastgesteld;

BESLIST

De projectoproep 2012 internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking goed te keuren als volgt:

1. Algemeen kader

Deze projectoproep heeft tot doel om lokale initiatieven die werken rond sensibilisatie en capaciteitsopbouw in het domein van ontwikkelingssamenwerking en internationale solidariteit te ondersteunen.

Deze subsidies kunnen aan Etterbeekse scholen, verenigingen of bewonersgroepen worden toegekend. Onder verenigingen verstaan we: een feitelijke vereniging, een vzw met sociale zetel in Etterbeek of een bewonersgroep van Etterbeek. Worden uitgesloten

van subsidies: de gemeentelijke diensten en de raadgevende comités.

De subsidies worden per begrotingsjaar toegekend na goedkeuring van het gemeentebudget. Het subsidiebedrag dat wordt toegekend in het kader van deze projectoproep wordt jaarlijks voorgesteld aan het College van Burgemeester en Schepenen door de dienst Internationale Solidariteit en Ontwikkelingssamenwerking, na advies van de Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit (ERTIS).

2. Reglement

Het doel van dit reglement is het aanmoedigen van lokale initiatieven rond ontwikkelingssamenwerking en internationale solidariteit in Etterbeek.

De algemene politiek van de gemeente Etterbeek rond internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking bestaat uit:

De groeiende kloof tussen welgestelden en behoeftigen zowel in het Noorden als in het Zuiden roept op tot de versterking van de solidariteit tussen individuen en volkeren;
De verandering moet komen door het sensibiliseren van het Noorden;
De mensen bewust maken van de invloed die hun daden hebben op de situatie van andere mensen in de wereld.

Om deze uitdaging aan te gaan, is een maximale mobilisatie van de lokale actoren noodzakelijk. Daarom wil de gemeente Etterbeek lokale initiatieven ondersteunen door middel van deze projectoproep.

De internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking kunnen worden gestimuleerd door:

Economische ontwikkeling van het Zuiden dankzij de promotie van eerlijke handel en billijke Noord-Zuidverhoudingen;
Eerbiediging van de mensenrechten en meer bepaald de toepassing ervan in het kader van de Millenniumdoelstellingen;
Een aanpak die zo participatief mogelijk is en gericht tegen iedere vorm van uitsluiting (sociale en andere);
Een gezamenlijk werk rond een bestaande campagne in het kader van internationale solidariteit of ontwikkelingssamenwerking.

Specifiek voor 2012 zal voorrang gegeven worden aan projecten die aandacht schenken aan volgende thema's: 2012 als 'Europees jaar van de intergenerationele solidariteit', capaciteitsversterking van plaatselijke verenigingen, het engagement van de gemeente in het kader van de campagne Fair Trade Gemeente en de Millenniumdoelstellingen.

2.1 Toewijzing van de subsidie

De subsidie bedraagt maximaal 1.000€ per goedgekeurd project gerealiseerd in 2012. Het College behoudt zich het recht om een lagere subsidie toe te kennen als het

gevraagde budget overschat lijkt. Materiële werkmiddelen worden slechts gesubsidieerd wanneer ze een duidelijke pedagogische of educatieve waarde hebben.

Indien de subsidie niet aan een bepaalde categorie kan worden toegekend op de dag van de selectie, kunnen de overblijvende subsidies worden toegekend aan andere projecten die hun dossier hebben ingediend na de selectiedatum, maar voor 31 oktober 2012.

2.2 Basisvoorwaarden

Het project kadert in en respecteert de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.

Voorstellen met een exclusief financieel of commercieel karakter komen niet in aanmerking.

Het aanvraagformulier moet volledig ingevuld zijn.

Het aantal aanvragen per vereniging of school is beperkt tot één project per jaar.

Andere medefinanciering voor hetzelfde project wordt aanvaard op voorwaarde dat het niet om dezelfde uitgaven gaat en deze duidelijk vermeld staat op het aanvraagformulier.

De aanvraag moet worden ingediend minstens één maand voor de realisatie van de activiteit/begin van het project.

Alle informatie, documenten en facturen die worden ingediend moeten waarachtig zijn.

Het evaluatierapport alsook de facturen moeten worden opgestuurd binnen de twee maanden na het beëindigen van het project en uiterlijk voor 30 november 2012.

Bij een aanvraag ingediend door een bewonersgroep moet een document worden toegevoegd waarin de verantwoordelijke van de groep die de subsidie ontvangt, door twee overige leden wordt aangewezen.

2.3 De aanvragen zullen worden geselecteerd in functie van de volgende criteria:

Sluit aan bij de werking van de dienst Internationale Solidariteit;

Samenwerking met andere instanties;

De aandacht die aan diverse aspecten van internationale solidariteit wordt besteed;

De aandacht die uitgaat naar de communicatie, de aandacht in de media en de zichtbaarheid van het project;

Het doelpubliek en/of de begunstigden van het project;

De duurzaamheid van het project en de relevantie voor andere Etterbeekse actoren;

De uitwerking van het budget;

De versterking/capaciteitsopbouw van bestaande organisaties of initiatieven.

De volgende criteria vormen een bijkomend pluspunt:

Aandacht voor 2012 als 'Europees jaar van de intergenerationele solidariteit',

capaciteitsversterking van plaatselijke verenigingen, het engagement van de gemeente in het kader van de campagne Fair Trade Gemeente en de Millenniumdoelstellingen;

Eén of meerdere leden van de ERTIS (Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit) maken deel uit van het project;

Het project maakt deel uit van een grotere campagne;
Het project wordt deels (min. 20%) met eigen middelen gefinancierd.

Indien gewenst, kan de dienst Internationale Solidariteit als partner worden opgegeven.
Naast financiële steun kan ook logistieke steun worden aangevraagd (tafels, stoelen, communicatie...) bij de gemeente.

2.4 Timing

Publicatie van de subsidieoproep: 27 maart 2012.
Deadline ter indiening van aanvraagformulieren voor de eerste selectie: 30 april 2012.
De overblijvende subsidies zullen worden toegekend aan de projecten die worden ingediend na 30 april 2012 en voor 31 oktober 2012.

2.5 Procedure

Het selectiecomité bestaat uit:

De Schepen van Internationale Solidariteit en Ontwikkelingssamenwerking;
Een afgevaardigde van de ERTIS (Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit);
Een vertegenwoordiger van de dienst Internationale Solidariteit.

De dienst stuurt een gemotiveerd advies, ondertekend door de ERTIS, ter goedkeuring aan het College.

De subsidie zal in twee schijven worden uitbetaald: een eerste schijf van 50% wordt uitgekeerd zodra het project is goedgekeurd door het College, het overige bedrag wordt betaald binnen de maand na de ontvangst van het evaluatiedossier, op voorwaarde dat het project is uitgevoerd zoals voorzien in het aanvraagformulier.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.03.2012/A/008 **Taxe sur les chambres d'hôtel - modification.**
Belasting op de hotelkamers - Wijziging.

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 22 octobre 2010 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 janvier 2011 ;

Vu l'arrêté de la Région de Bruxelles Capitale du 03/06/1999 sur le Règlement Général d'Urbanisme, Titre IV Accessibilité des bâtiments par les personnes à mobilité réduite,

Chapitre V Normes relatives aux équipements, Article 14 Salles de bain-cabines d'essayage-cabines de douche-chambres ainsi que les arrêtés du 23/09/1999 et du 11/04/2003 apportant modification à l'arrêté du 03/06/1999 cité ci-dessus.

Vu l'avis favorable du Conseil consultatif de la personne handicapée du 28 février 2012 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE

Article 1 : Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2011 au profit de la commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2013, une taxe communale annuelle sur les chambres d'hôtels, de pensions et autres chambre garnies, que se soit ou non dans le cadre d'une activité hôtelière.

Par « chambres d'hôtels », il y a lieu d'entendre les chambres des établissements reconnus comme tels en vertu du statut hôtelier leur délivré par le commissaire au Tourisme du gouvernement de la Communauté française ou par Toerisme Vlaanderen.

Par « chambres de pensions et autres chambres garnies », il y a lieu d'entendre les logements ou locaux meublés donnés en location.

Par « activité hôtelière », il faut entendre : l'activité commerciale qui consiste à fournir un hébergement payant dans une chambre ou un appartement destiné à cet effet, cette activité pouvant être exercée notamment sous la dénomination d'hôtel, hôtellerie, auberge, motel, pension, appart-hôtel, flat-hôtel, résidence, studio ou établissement dans lequel les chambres peuvent être louées à l'heure et éventuellement plusieurs fois par

jour.

Par « chambre d'hôtes », il y a lieu d'entendre les chambres meublées faisant partie de la résidence principale du redevable, destinées à être louées avec petit déjeuner inclus, et bénéficiant d'une agrégation de la Commission communautaire française ou de Toerisme Vlaanderen.

Article 2 : Le taux de la taxe est fixé à :

2.1. Pour les chambres d'hôtels :

2.1.1. Les établissements classés en catégorie 1 (0 ou 1 étoile) : € 300,00 par chambre par an ;

2.1.2. Les établissements classés en catégorie 2 (2 étoiles) : € 500,00 par chambre par an ;

2.1.3. Les établissements classés en catégorie 3 (3 étoiles) : € 700,00 par chambre par an ;

2.1.4. Les établissements classés en catégorie 4 (4 étoiles) : € 1.100,00 par chambre par an ;

2.1.5. Les établissements classés en catégorie 5 (5 étoiles) : € 2.250,00 par chambre par an ;

2.2. Pour les chambres de pension et autres chambres garnies dans le cadre d'une activité hôtelière :

2.2.1. Pour les chambres de pensions et autres chambres garnies dans le cadre d'une activité hôtelière : € 1.200,00 par chambre/an ;

2.2.2. Pour les « chambres d'hôtes » : € 250,00 par chambre/an ;

2.3. Pour les chambres et/ou appartements meublés en dehors de toute activité hôtelière : € 250,00 par chambre et/ou appartement par an.

Le montant global de la taxe est calculé en fonction du nombre de chambres susceptibles d'être mises en location à la date du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition. La taxe est due pour l'année entière.

Article 3 : Le montant global de la taxe calculé selon les modalités reprises à l'article 2 sera payable par douzièmes. Le redevable devra s'acquitter de chaque douzième dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'expiration de chaque mois et en tout état de cause le paiement devra être parvenu à l'administration pour le 10 du mois concerné.

En cas de début ou de cession d'exploitation de l'établissement imposable au cours de l'exercice fiscal, la taxe est établie sur base du nombre de mois effectifs d'exploitation de l'établissement.

En cas de cessation ou de cession d'exploitation, les droits sont payables dans les cinq jours de cessation ou de la cession.

La taxe est payable immédiatement si les droits fiscaux sont en péril.

Le cessionnaire reste redevable des taxes non acquittées.

Article 4 : La taxe est due par la personne physique ou morale, sous quelque forme ou dénomination que ce soit, qui donne les logements en locations.

Article 5 : Ne tombent pas sous l'application du présent règlement :

1) Les hôpitaux, cliniques, dispensaires, œuvres de bienfaisance et les logements affectés à des activités d'aide sociale et de santé sans but de lucre et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics ;

2) Les logements servant aux établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics ;

3) Les logements affectés à des activités culturelles ou sportives poursuivies sans but de lucre et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics ;

4) Les logements affectés par des personnes publiques ou privées à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes âgées, de personnes handicapées ou de jeunes ;

5) Les institutions publiques de type école supérieure ou universitaire qui mettent à disposition des logements, dont ils sont propriétaire, à des étudiants.

6) Les propriétaires de : - maximum 2 chambres d'hôtes.

- maximum 2 chambres garnies mises à la disposition d'étudiants.

Article 5 bis : Les redevables qui possèdent des chambres accessibles aux personnes à

mobilité réduite telles que décrites dans l'Arrêté Région de Bruxelles Capitale du 03/06/1999 sur le Règlement Général d'Urbanisme sont exonérés du montant de la taxe pour lesdites chambres.

Article 6 : Tout exploitant est tenu de compléter une fiche d'information conforme au modèle, arrêté par le Collège des Bourgmestres et Echevins et de la faire parvenir à l'administration communale trois jours au moins avant l'ouverture de son établissement. Cette déclaration reste valable jusqu'à révocation expresse par l'assujetti. La preuve de révocation incombe à l'assujetti. Ce dernier est tenu de fournir, sur demande, tous les documents et renseignements visant à contrôler la teneur de sa déclaration.

Article 7 : A défaut de déclaration, de paiement selon les modalités reprises aux articles 3 et 4, ou en cas de fraude, de déclaration incorrecte ou incomplète, la taxe sera enrôlée d'office conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 24 décembre 1996. Le redevable sera imposé d'office sur base d'éléments dont dispose l'administration. Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8 : Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 7 de la loi du 24 décembre 1996 et munis de leur lettre de désignation, et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 9 : Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque la perception de la taxe ne peut être effectuée au comptant.

Article 10 : La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions des articles 3 et 12 de la loi du 24 décembre 1996.

Article 11 : Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op zijn beraadslaging van 22 oktober 2010 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 25 januari 2011 krachtens de brief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 juni 1999 betreffende het Algemeen Stedenbouwkundig Reglement, Titel IV Toegankelijkheid van gebouwen voor personen met beperkte mobiliteit, Hoofdstuk V Normen met betrekking tot de uitrustingen, Artikel 14 Paskamers-Douchecellen-Kamers evenals de besluiten van 23 september 1999 en van 11 april 2003 houdende wijziging van het bovenvermelde besluit van 3 juni 1999.

gezien het positief advies van de adviserende raad voor de andersvaliden van 28 februari 2012;

gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschriften tegen provincie- of gemeentebelastingen;

gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT

Artikel 1: Er wordt vanaf 1 januari 2011 ten bate van de gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op 31 december 2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers, al dan niet in het kader van een hotelactiviteit.

Met “hotelkamers” bedoelt me de kamers van de als dusdanig erkende instellingen krachtens het statuut van hotel dat hen verleend wordt door Toerisme Vlaanderen of door de commissaris bij het Toerisme van de regering van de Franse Gemeenschap.

Met “pensionkamers en andere gemeubelde kamers” bedoelt men het in huur geven van gemeubelde woningen of lokalen.

Onder “hotelactiviteit” dient men te verstaan: de handelsactiviteit die bestaat in het leveren van een betalend onderdak in een kamer of een appartement daartoe bestemd, deze activiteit mag met name uitgeoefend worden onder de benaming van hotel, hotelwezen, eethuis, motel, pension, appartementhotel, flathotel, verblijf, studio of inrichting waarin kamers kunnen verhuurd worden per uur en eventueel meerdere keren per dag.

Met “gastenkamers” bedoelt men de gemeubelde kamers, die deel uitmaken van het hoofdverblijf van de belastingplichtige, om verhuurd te worden met inbegrip van een ontbijt en die erkend zijn door Toerisme Vlaanderen of door de Franse Gemeenschapscommissie.

Artikel 2: De jaarlijkse aanslagvoet is vastgesteld op:

2.1. Voor de hotelkamers:

2.1.1. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 1 (0 of 1 ster): € 400,00 per kamer per jaar ;

2.1.2. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 2 (2 sterren): € 800,00 per kamer per jaar ;

2.1.3. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 3 (3 sterren): € 1.200,00 per kamer per jaar ;

2.1.4. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 4 (4 sterren): € 1.600,00 per kamer per jaar ;

2.1.5. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 5 (5 sterren): € 2.250,00 per kamer per jaar ;

2.2. Voor de pensionkamers en andere gemeubelde kamers in het kader van een hotelactiviteit:

2.2.1. Voor de pensionkamers en andere gemeubelde kamers in het kader van een hotelactiviteit: € 1.200,00 per kamer per jaar;

2.2.2. Voor de “gastenkamers”: € 250,00 per kamer per jaar;

2.3. Voor de kamers en/of gemeubelde appartementen buiten elke hotelactiviteit:
€ 250,00 per kamer per jaar.

Het globale bedrag van de belasting wordt berekend volgens het aantal kamers dat op datum van 1 januari van het aanslagjaar kan verhuurd worden. De belasting is verschuldigd voor het ganse jaar.

Artikel 3: Het globale bedrag van de belasting berekend krachtens artikel 2 zal per twaalfden betaalbaar zijn. De belastingplichtige moet elke twaalfde binnen de vijf werkdagen na het einde van elke maand storten en in elk geval zal de betaling bij de administratie toekomen voor de 10^{de} van de bewuste maand.

In geval van aanvang of van stopzetting van uitbating van de belastbare inrichting in de loop van het belastingsdienstjaar, wordt de belasting opgesteld op basis van het aantal effectieve maanden van uitbating van de inrichting.

Indien de inrichting gesloten of de uitbating overgedragen wordt, zijn de rechten betaalbaar binnen de vijf dagen na sluiting of overdracht.

De belasting is onmiddellijk te betalen indien de fiscale rechten gevaar lopen.

De verkrijger blijft de niet aangegeven of niet gestorte belastingen verschuldigd.

Artikel 4: De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersonen, onder welke vorm dan ook, die verblijven verhuurt.

Artikel 5: Vallen niet onder de toepassing van dit reglement:

- 1) De ziekenhuizen, klinieken, dispensaria, liefdadigheidsinstellingen en woningen bestemd voor activiteiten voor maatschappelijke hulp en gezondheid zonder winstoogmerk en gesubsidieerd of erkend door de openbare overheden;
- 2) De woningen dienend voor onderwijsinstellingen ingericht en gesubsidieerd door openbare overheden;
- 3) De woningen bestemd voor culturele of sportieve activiteiten zonder winstoogmerk en gesubsidieerd of erkend door de openbare overheden;
- 4) De woningen bestemd voor openbare of private personen die tot doel hebben de collectieve huisvesting te bewerkstelligen van wezen, senioren, gehandicapten of van jongeren;

5) De openbare instellingen van het type hogescholen of universiteit die woningen, waarvan ze eigenaar zijn, ter beschikking stellen van de studenten.

6) De eigenaars van : - maximum twee gastenkamers.

- maximum twee gemeubelde kamers die ze ter beschikking stellen van de studenten.

Artikel 5 bis :De belastingplichtigen die kamers bezitten die toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit zoals beschreven in het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 juni 1999 met betrekking tot het Algemeen Stedenbouwkundig Reglement worden vrijgesteld van de belasting voor deze kamers.

Artikel 6: Elke uitbater moet een informatiefiche invullen, overeenkomstig het model vastgesteld door het college van burgemeester en schepenen en deze bij het gemeentebestuur indienen ten minste drie dagen voor de opening van de inrichting. Deze verklaring blijft geldig tot uitdrukkelijke opzegging door de belastingplichtige. Het bewijs van opzegging is ten laste van de belastingplichtige. Deze laatste is ertoe gehouden om, op aanvraag, alle documenten en inlichtingen mede te delen, die toelaten zijn verklaring na te gaan.

Artikel 7: Bij gebrek aan aangifte, aan betaling volgens de in de artikels 3 en 4 opgenomen modaliteiten of in geval van fraude of wanneer de aangifte onjuist of onvolledig is ingevuld, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden overeenkomstig de bepalingen vervat in de artikels 6 en 7 van de wet van 24 december 1996. De verschuldigde bedragen zullen ambtshalve opgelegd worden, op basis van elementen waarover de het gemeentebestuur beschikt. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 8: Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 7 van de wet van 24 december 1996 worden aangesteld en voorzien zijn van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 9: Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen wanneer de contante inning van de belasting niet kan uitgevoerd.

Artikel 10: De belasting wordt ingevorderd door de gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in artikelen 3 en 12 van de wet van 24 december 1996.

Artikel 11: De geschillen worden geregeld overeenkomstig de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Françoise Bertieaux entre en séance
Françoise Bertieaux treedt in zitting

26.03.2012/A/009 **Interpellation de monsieur André du BUS de WARNAFFE relative aux suites réservées à l'avenir de la place Jourdan.**
Interpellatie van de heer André du BUS de WARNAFFE betreffende de toekomst van het Jourdanplein.

Monsieur le Bourgmestre,

Depuis plus de six ans, la place Jourdan fait l'objet de différentes déclarations à propos de son

aménagement futur. La saga des discussions quant à l'aménagement de cette place a commencé avec

l'inauguration de l'hôtel situé sur le site du Centre Borschette, dont l'inauguration a eu lieu en juin 2006.

Je ne vais pas reprendre la litanie des déclarations et projets en tous genres liés tant à l'organisation

de la mobilité, le type d'aménagement de surface de la place ou encore celle relevant du parking,

sans parler des procédures de concertation/participation qui ont mobilisé tant d'énergie et suscité

tant d'espoir.

Après avoir appris par presse interposée, fin 2010, que le projet de parking serait définitivement enterré, nous apprenons aujourd'hui, toujours par presse interposée que « la place Jourdan new-look est annoncée à l'horizon 2014 » (Le Soir du 19 mars). Et, dans la foulée, c'est le parking de la Régie foncière dont l'accès se fait via la rue du Maelbeek qui sera proposé au public, tandis que les utilisateurs actuels de ce parking se verront offrir un emplacement au parking Forte dei Marmi.

Pouvez-vous nous confirmer la chose, nous éclairer quant à l'agenda des différentes étapes de ce chantier, nous dire de quelle façon le suivi sera orchestré à l'égard des personnes qui se sont investies dans le processus d'urbanisme participatif (y aura-t-il encore une implication des uns et des autres, dont les commerçants, avant la procédure de consultation officielle et réglementaire) et nous donner des précisions (freins, difficultés, opportunités) quant aux modalités de négociation menées avec le fédéral (Beliris) et la Région ? A cet égard, j'ai appris que le Conseil des Ministres, dans le cadre de l'Accord de coopération du 15.09.1993 (Beliris), vient d'approuver ce 9 mars 2012 un avenant portant sur une extension de marché visant les ateliers de participation du projet d'aménagement de la place Jourdan pour un montant de 3.267€. Et ce, alors que ces ateliers se sont déroulés voici quatre ans. On ne peut que se poser la question de la raison de cette régulation avec un tel retard.

Je vous remercie de nous fournir d'avantage d'informations à propos de ces différents éléments.

Monsieur de WOLF prend la parole :

Vous savez très bien que les retards de ce dossier ne sont pas imputables à la commune, mais uniquement aux choix stratégiques de Beliris et à la chute du gouvernement. En effet, il n'y avait pas de montant inscrit à l'avenant et les renégociations n'ont pas débuté tant que le nouveau gouvernement n'était pas installé.

Donc, à partir du moment où le gouvernement s'est installé, nous avons repris contact, je voulais souligner publiquement combien le travail de monsieur MADRANE a été utile, tant à l'égard du ministre responsable de Beliris (Laurette Onkelinx), que du ministre président. J'ai également fait des démarches moi-même auprès des mêmes intéressés, qui m'ont promis, il y a déjà un certain nombre de mois, qu'il y avait aucune raison pour que la Place Jourdan ne puisse pas faire l'objet d'une réfection aux frais du fonds Beliris. Depuis lors, d'ailleurs, une inscription est intervenue de 60.000,00€ pour 2012 et de 3.200.000 € pour 2013. (je parle de mémoire).

On sait que les travaux commenceront en 2013, mais ne se termineront pas en 2013, et donc je suppose qu'il y aura une inscription du même ordre à peu près en 2014 puisque les coûts des travaux est d'environ de 6 à 7.000.000 d'euros. La place Jourdan mérite d'être reliftée dans sa partie centrale et latérale, les klinkers sont vieillis, il y a des bosses et des fosses un peu partout. Il y a eu tout d'abord un projet, qui a fait l'objet d'une

concertation d'ateliers participatifs et d'exposés du bureau d'étude, pour savoir si on créait ou non un parking au sous-sol. Il faut être très clair : Beliris ne veut pas financer le projet si on laisse l'ensemble des voitures sur l'assiette de la place. Il suffit d'aller sur le toit ou sur la terrasse de l'hôtel SOFITEL et de regarder la place lorsqu'elle est complètement occupée par des véhicules pour se rendre compte que ce n'est pas imaginable de laisser la place occupée par nonante-huit véhicules sur l'assiette centrale de la place. Je crois d'ailleurs qu'en votre for intérieur, vous le pensez aussi, tellement c'est une évidence, en terme de bruit, de pollution et de difficultés d'occupation conviviale de la place, y compris pour les terrasses.

Pour avoir déjà mangé en bordure de voirie, au moment où un véhicule se gare en marche arrière. Je sais de quoi je parle. La concertation avait donné un résultat contrasté comme on pouvait s'y attendre : les commerçants étaient contre l'enlèvement des véhicules de la place et les riverains étaient pour. Schématiquement, c'était ça le résultat. Il appartenait donc à la commune de veiller, après tout le travail de participation et de réunion qui a eu lieu, à concilier les points de vue entre ces deux thèses antagonistes. Les uns voulaient un piétonnier total, les autres voulaient le tout à la voiture, et je pense que la solution qui a été arrêtée par le collègue, il y a bien longtemps déjà, est une bonne solution puisque c'est une solution de semi-piétonnier, c'est-à-dire que du côté de l'Espérance, L'esprit de sel : piétonnier, jusqu'à la voirie d'en face côté Vatel et Belfius. Les véhicules pourront toujours descendre la rue Leman, tourner à droite et aller vers l'hôtel ou vers la rue Froissart, mais depuis les façades du côté de l'Esprit de Sel, la voirie sera un piétonnier complet, ce qui permettrait évidemment d'organiser une série d'activités conviviales sur la place, d'avoir un espace de repos, des terrasses élargies.

Évidemment, on a fait cela en concertation avec l'exploitant du marché, qui a approuvé les projets de plans de façon telle qu'il puisse toujours bien sûr s'installer sur la place. On a demandé à l'auteur du projet de bien vérifier la taille des arbres qu'ils vont planter, puisqu'il y aura un bosquet d'arbres face à l'hôtel, (d'une part pour amortir l'effet visuel de l'hôtel, mais surtout pour annoncer la promenade verte avec un accès qui sera aménagé vers le parc Léopold). Ils vérifient également la taille des fontaines qui devraient être installées ; elles peuvent être arrêtées en hiver et pendant le marché, pour éviter de mouiller les clients du marché, système de bassin de circulation devra résister aux engins lourds du marché. L'idée, originale a été de dire qu'on ne fait pas le parking au sous-sol pour éviter le syndrome de la place Flagey (malgré tous les assurances qu'on a pu obtenir des différents ingénieurs au bureau d'études qui nous confirmaient qu'il n'y avait pas de problème).

Peu de personnes connaissent l'existence du parking qui existe entre les bâtiments qui jouxtent la place Jourdan côté "l'Espérance" jusque la fin du pâté de maisons, rue du Maelbeek, sous le parc : Le parking appartient à la Régie Foncière et est loué par des locataires privés. Or, juste en face, existe le parking Forte dei Marmi. Notre idée a donc été de délocaliser les locataires privés dans le parking Forte dei Marmi. Pour faciliter encore son usage et rassurer les commerçants, nous demandons, et Beliris l'a accepté, la création d'un ascenseur qui permette aux occupants du parking de sortir directement à l'arrière de la brasserie l'Espérance, dans le parc, et donc d'accéder à la Place

Jourdan par le petit couloir d'accès qui existe entre les commerces. Ca nous paraît être vraiment un compris excellent puisque ceux qui voudront venir en voiture pourront toujours venir en voiture, l'aspect piétonnier sera largement amélioré, la frieterie sera déplacée et reconstruite dans le respect de la demande des exploitants et de l'AFSCA en terme de stockage des denrées, de stockage des poubelles, de circulation séparée des denrées et des poubelles et du respect de la chaîne du froid.

Monsieur LAURENT reprend la parole :

Je pense qu'à un moment donné, la réflexion doit aussi être politique, au-delà même de la défense d'un projet. Le projet était connu du côté de l'opposition, puisque des membres du CDH ont participé aux différents ateliers à l'époque, ce qui n'était pas le cas de notre côté. Je pense qu'on a un travail de citoyenneté et donc l'information était bien présente de votre côté quant au souhait des habitants et des commerçants. Je pense que vous et moi, on connaît les demandes des gens. La commune doit faire un arbitrage, mais doit surtout porter un projet au niveau régional et au niveau fédéral. Alors on n'a aucun souci de soutien au fédéral puisque on nous dit : « Ce qui est validé par la région, on le validera aussi si ça rentre dans un contexte général qui est acceptable ».

Je pense que, pour le fédéral, le fait de soutenir le quartier européen et des quartiers toujours vivants dans Bruxelles comme la Place Jourdan, dans une commune bien gérée comme Etterbeek, ça ne pose pas de soucis. Par contre, il y a eu un souci de soutien du dossier au niveau régional ; que ce soutien n'a pas été présent, en tout cas, je pense, pas du côté du cdH et du ministre Cerexhe. On sait qu'à Etterbeek il y a beaucoup de petits commerçants. Je trouve ça dommage que le frein vienne de la région. Si on a pris trois ans et demi avant d'avancer dans le dossier, ce n'est pas à cause de la commune, parce que la commune avait fait tout son travail, avait soutenu le projet, l'avait défini et avait même adapté ses demandes premières aux souhaits de la région.

Je crois qu'à un moment donné, on est peut-être dans un ping-pong désagréable, mais je crois qu'il faut pouvoir renvoyer la balle. C'est ce déficit de soutien de la région qui a fait en sorte que le dossier était bloqué, comme d'autres d'ailleurs. Je trouve ça particulièrement dommage quand on voit la manière dont la commune d'Etterbeek tente de gérer les choses au mieux, sous carcan budgétaire, et en faisant le bien autour d'elle. Voilà je trouve que c'est dommage d'essayer d'en faire un sujet politique ici, alors que justement, la commune grâce au soutien dont le Bourgmestre a parlé, vient à peine de débloquer le dossier, (et je ne pense pas que ce soit grâce au cdH, malheureusement).

Monsieur de Wolf termine par :

Les dates que vous avez citées démontrent tout simplement, que j'avais raison, puisque

le gouvernement est tombé en 2010. C'est plus la faute du fédéral qui n'a pas su s'installer. On sait que pour que Beliris fonctionne, il faut une décision conjointe entre Beliris d'une part et la Région de l'autre et ce sont les socialistes qui sont à la tête des deux situations. C'est pour ça que j'ai rendu hommage à Monsieur MADRANE, qui, à notre demande, a vraiment œuvré, dès que possible, dès la création de notre nouveau gouvernement, pour que la décision tombe.

Mais le retard qui est intervenu entre 2010 et fin 2011 est imputable aux cinq cents jours qui ont été nécessaires pour former ce gouvernement.

Le Conseil prend connaissance: l'interpellation est entendue.

Mijnheer de burgemeester,

Al meer dan zes jaar worden er verschillende verklaringen gedaan over de toekomstige heraanleg van het Jourdanplein. De ettelijke besprekingen over de heraanleg van dit plein begonnen met de inwijding van het hotel op het terrein van het Centre Borschette, dat ingewijd werd in juni 2006. Ik zal hier geen waslijst opsommen van alle verklaringen en de vele verschillende projecten m.b.t. de organisatie van de mobiliteit, het soort oppervlakte-inrichting of de parking, zonder nog maar te spreken over de overlegprocedures die zoveel energie gekost en hoop gewekt hebben.

Nadat ik in 2010 via de pers vernam dat het project van de parking definitief opgeborgen werd, krijgen we vandaag te horen, wederom via de pers, dat “de facelift van het Jourdanplein gepland is tegen 2014” (Le Soir van 19 maart). Verder zou de parking van de Regie van Grondbeleid, waarvan de ingang zich in de Maalbeekstraat begint, opengesteld worden voor het publiek, terwijl de huidige gebruikers van deze parking een plaats aangeboden krijgen in de Forte-dei-Marmiparking.

Kunt u hierover enige klaarheid scheppen en ons zeggen:

- hoever het staat met de planning van de verschillende fasen van deze werf,
- op welke manier de opvolging georganiseerd wordt ten aanzien van de mensen die zich ingezet hebben voor het participatief stedenbouwkundig proces (zullen er nog mensen bij betrokken worden, zoals handelaars, voordat de officiële en wettelijke consultatieprocedure in gang gezet wordt)
- ons meer informatie geven over de onderhandelingen tussen het federale niveau (Beliris) en het Gewest?

Wat dit laatste betreft, heb ik vernomen dat de ministerraad, in het kader van het samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 (Beliris) op 9 maart een avenant goedgekeurd heeft met betrekking tot de uitbreiding van de openbare opdracht voor de participatieve workshops van het project voor de aanleg van het Jourdanplein. Dit voor een bedrag van € 3267. Ondertussen is het echter al vier jaar geleden dat deze workshops

gehouden werden. We kunnen niet anders dan ons afvragen waarom deze regeling er zo laat komt.

Zou u meer informatie kunnen geven over deze verschillende elementen?

Mijnheer DE WOLF neemt het woord:

U weet zeer goed dat de vertraging in dit dossier niet te wijten is aan de gemeente, maar enkel aan de strategische keuzes van Beliris en de val van de regering. Er werd namelijk geen bedrag vermeld op het aanhangsel en de heronderhandelingen konden niet van start gaan zolang er geen nieuwe regering geïnstalleerd was.

Dus, zodra er een nieuwe regering was hebben wij weer contact opgenomen. Ik wil hier openlijk benadrukken hoe groot de rol van de heer MADRANE hierin geweest is, zowel ten opzichte van de minister bevoegd voor Beliris (Laurette Onkelinx), als ten aanzien van de minister-president. Ik heb ook zelf stappen gezet bij dezelfde betrokkenen en zij hebben mij een aantal maanden geleden verzekerd dat er geen enkele reden was om het Jourdanplein niet aan te leggen met het Belirisfonds. Sindsdien is er een bedrag ingeschreven van €60 000,00 voor 2012 en van €3 200 000 voor 2013. (ik vermeld ze uit het hoofd).

We weten dat de werken zullen beginnen in 2013, maar nog niet voltooid zullen zijn dat jaar, en dus ga ik ervan uit dat er een gelijkaardig bedrag ingeschreven zal worden in 2014 aangezien de kosten van de werken zes tot zeven miljoen euro bedragen. Het Jourdanplein verdient een heraanleg van zijn centrale en zijgedeelte. De klinkers zijn versleten, er zitten bijna overal bulten en spleten in. Eerst was er een ontwerp, waarover overlegd is in participatieve workshops en dat voorgesteld is door het studie bureau, om te weten of we al dan niet een ondergrondse parking zouden aanleggen. Laat dit duidelijk zijn: Beliris wil het project niet financieren als we alle auto's op het plein laten parkeren. Een blik vanaf het dak of terras van het SOFITEL-hotel op het plein wanneer het vol staat met geparkeerde auto's volstaat om te beseffen dat het niet denkbaar is om negenennegentig wagens te laten parkeren op het centrale gedeelte van het plein. Ik denk trouwens dat u dit zelf ook denkt. Dit is namelijk een evidentie, zowel op het vlak van lawaai, vervuiling en de moeilijkheden die dit met zich meebrengt om er een gezellig plein van te maken, net als voor de terrassen.

Ik heb er al gegeten, net naast de rijweg, op het moment dat een wagen zich achterwaarts parkeert en ik weet waarover ik spreek. Zoals te verwachten was, leverde het overleg leverde tegengestelde resultaten op. De handelaars waren gekant tegen het autovrij maken van het plein en de bewoners waren er een fervent voorstander van. Samengevat was dat het resultaat. Het was dus aan de gemeente, na al het participatiewerk en vergaderen, om de tegengestelde standpunten te verzoenen. De ene groep wilde één grote voetgangerszone, de anderen wilden alle plaats geven aan de wagen, en ik denk dat de oplossing die het college goedgekeurd heeft - al een hele tijd geleden - een goede oplossing is, omdat ze een gedeeltelijke voetgangerszone voorstelt,

vanaf de zijde van de Espérance, en L'Esprit de sel tot aan de rijweg tegenover het Vatel en Belfius. De voertuigen zullen dus nog steeds vanuit de Lemanstraat het plein kunnen oprijden, naar rechts draaien en naar het hotel of naar de Froissartstraat gaan, maar vanaf de gevel van l'Esprit de Sel komt er een volledige voetgangerszone, zodat er uiteraard een hele reeks gezellige activiteiten georganiseerd kunnen worden op het plein, en er ook een ontspanningszone en verbrede terrassen aangelegd kunnen worden.

Uiteraard verliep dit allemaal in overleg met de uitbater van de markt, die de ontwerpen heeft goedgekeurd waarbij hij zich uiteraard ook nog op het plein kan installeren. We vragen de projectauteur om goed na te gaan hoe groot de bomen zijn die ze willen planten, want er komt een boomperk tegenover het hotel, (enerzijds om de visuele impact van het hotel te verzachten, maar vooral om de groene zone aan te kondigen die aangelegd wordt in de richting van het Leopoldpark. Ze gaan ook de grootte van de fonteinën nakijken die op het plein aangelegd zullen worden. Deze fonteinën kunnen stopgezet worden in de winter en ook tijdens de markt, zodat de marktbezoekers niet nat worden. Ook moet het waterleidingsysteem bestand zijn tegen de zware markt wagens. Het oorspronkelijke idee bestond erin om geen ondergrondse parking aan te leggen om een probleem zoals dat van het Flageyplein te vermijden (ondanks alle garanties die we gekregen hebben van de verschillende ingenieurs van studiebureaus die ons bevestigden dat er geen probleem was).

Weinig mensen weten dat er een parking ligt onder het parkje tussen de gebouwen naast het Jourdanplein aan de kant van de Espérance en de huizenrij in de Maalbeeklaan. Deze parking behoort toe aan de Regie van Grondbeleid en wordt gehuurd door privébewoners. Recht tegenover ligt de Forte-dei-Marmiparking. Ons idee bestond er dus in om deze privébewoners te verhuizen naar de Forte-dei-Marmiparking. Om ze makkelijker toegankelijk te maken hebben wij aan Beliris gevraagd, en Beliris heeft het aanvaard, om een lift te bouwen waarmee de gebruikers de parking kunnen verlaten via een uitgang in het park aan de achterkant van brasserie l'Espérance en zo toegang krijgen tot het Jourdanplein via de kleine toegangsgang tussen de handelszaken. Dit lijkt ons een uitstekend compromis, want wie met de wagen wenst te komen, zal dit nog steeds kunnen, het uitzicht van de voetgangerszone wordt enorm verbeterd, de frituur wordt verplaatst en heropgebouwd, rekening houdend met de wensen van de uitbaters en van het Federaal Voedselagentschap inzake opslag van voedingswaren, opslag van vuilnisbakken, gescheiden verkeer van voedingsmiddelen en afval en het naleven van de koudeketen.

De heer LAURENT neemt opnieuw het woord:

Ik denk dat er op een gegeven moment ook politiek moet worden nagedacht, op een manier die verder gaat dan het verdedigen van een ontwerp. De oppositie kende het ontwerp, omdat leden van het cdH indertijd meegewerkt hebben aan de verschillende workshops, wat voor ons niet geldt. Ik denk dat er gewerkt is met respect voor de burger en dat u goed wist wat de wensen van de bewoners en de handelaars waren. Ik denk dat u en ik weten wat de mensen wilden. De gemeente moet vervolgens de knoop

doorhakken, maar vooral een ontwerp voorstellen aan het gewestelijk en federaal niveau. In zo'n geval moeten we ook niet vrezen dat de federale regering ons niet zou steunen, want dan zou ze zeggen: wat goedgekeurd wordt door het gewest, zullen wij ook valideren, zolang het past binnen een aanvaardbare algemene context.

Ik denk dat de federale regering er geen probleem van maakte om de Europese wijk en een levendige plaats in Brussel zoals het Jourdanplein, in een gemeente met een goede reputatie zoals Etterbeek, te ondersteunen. Wel denk ik dat er op gewestelijk niveau een probleem was met de steun voor dit dossier; er was namelijk geen steun, alleszins toch niet van het cdH en minister Cerexhe. We weten dat Etterbeek veel kleine handelaars telt. Ik vind het jammer dat het gewest dit project afremt. De drieënhalf jaar vertraging in dit dossier is niet de schuld van de gemeente, want de gemeente heeft al haar huiswerk gedaan, heeft het project ondersteund, heeft het uitgewerkt en zelfs aangepast aan de wensen van het gewest.

Ik denk dat we op een gegeven moment belanden in een onaangenaam spelletje pingpong, maar nu moet de bal teruggekaatst worden. Het is dit gebrek aan steun van het gewest die ervoor gezorgd heeft dat het project vastzat, net zoals het geval was voor andere projecten. Ik vind het bijzonder jammer als je ziet hoe Etterbeek de zaken zo goed mogelijk probeert te beheren terwijl ze gewrongen zit in een budgettaire keurslijf en ze deze toch tot een goed einde brengt. Ik vind het jammer om er een politiek onderwerp van te maken terwijl de gemeente net, dankzij de steun waarover de burgemeester het had, het dossier weer in beweging gekregen heeft (en ik denk jammer genoeg niet dat dit te danken is aan het cdH).

De heer DE WOLF sluit af:

De data waarover u het hebt, tonen simpelweg aan dat ik gelijk had, aangezien de regering gevallen is in 2010. Het ligt meer aan de federale regering die niet gevormd raakte. We weten dat, opdat Beliris voor zijn werking een gezamenlijke beslissing nodig heeft van enerzijds Beliris zelf en anderzijds het gewest. De socialisten staan aan het hoofd van beide instanties. Daarom heb ik mijn dank uitgesproken voor de heer MADRANE, die op ons verzoek, ervoor gezorgd heeft dat er, zodra er een regering was, zo snel mogelijk beslist werd.

Maar de vertraging tussen 2010 en eind 2011 is te wijten aan de vijfhonderd dagen dat het geduurd heeft om deze regering te vormen.

De Raad neemt kennis: de interpellatie is gehoord.

*Marie-Rose Geuten entre en séance
Marie-Rose Geuten treedt in zitting*

récurrentes des autorités communales ou de leurs services aux plaintes des habitants.

Interpellatie van mevrouw Corinne DE HENAU betreffende het regelmatig uitblijven van antwoorden van de gemeentelijke overheid of haar diensten op de klachten van de inwoners.

Monsieur le Bourgmestre,

Comme conseillers communaux, il nous arrive fréquemment d'être interpellés par des habitants sur différents sujets. Souvent nous pouvons donner une information qui solutionne la question. Il est pourtant de nombreux cas où les habitants se sont adressés en vain, soit au Collège soit aux services compétents. Nous avons remarqué que ces habitants avaient des remarques ou des plaintes fondées, répétitives et qu'aucun accusé de réception ou aucune réponse ne leur avait jamais été faite.

Sans entrer dans les détails d'autres dossiers, je reviens sur un dossier assez emblématique de cette attitude de non-réponse.

Lors du Conseil communal du 03 février 2011, lors d'un échange, je vous avais signalé que le service d'urbanisme et d'environnement ne répondait pas aux demandes justifiées des habitants.

Le 7 Février 2011, le service de l'urbanisme me demandait de préciser plus amplement le problème soulevé concernant un permis d'environnement.

Ceci « afin de pouvoir apporter une réponse complète et précise et de pouvoir, si nécessaire, adapter nos procédures en fonction des remarques ».

Le 28 février 2011 j'ai exposé, par mail, les plaintes des habitants de l'av. Général Henry, concernant l'exploitation d'un garage qui occasionne beaucoup de nuisances.

En donnant le nom et les coordonnées de la personne à contacter. Le 24 mars 2011 des photos ont été envoyées.

Les plaintes ont été communiquées au service dès octobre 2007. A ce jour, les habitants n'ont reçu aucune nouvelle.

J'aimerais connaître

1-Y a-t'il des raisons objectives à cette attitude de non-réponse ou de non-transmission de lettre adressée au Collège ou aux services concernés ?

2-Les mesures envisagées afin que les habitants obtiennent une réponse à leur demandes et à tout le moins un accusé de réception.

3-Si vous vous engagez à ce que vos services puissent rencontrer dans les meilleurs délais les habitants de l'av. Général Henry afin de régler ce problème ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Monsieur van EYLL répond aux 3 questions de Madame DE HENAU

1. 1. *Non ! Les directives du Collège sont de répondre, bien sûr !*
2. 2. *Les directives sont de répondre le plus vite possible, et si ce n'est pas possible dans la quinzaine, de faire un accusé de réception ; mais il y a partout des imperfections !*
3. 3. *C'est un exemple emblématique*

Monsieur De Wolf prend la parole :

Dans le cas présent, un petit résumé des interventions sur ce lieu semble important :

- *en décembre 2005 : réception d'une plainte d'un riverain (via Mr Lenaers) ;*
- *ce même mois, une visite du garage est organisée ;*
- *mi-juin 2006, le service informe le plaignant que suite à vérification sur place aucune infraction n'a été constatée, et lui propose d'introduire une demande de mesurage de bruit*
(demande non suivie d'effet). Le plaignant ne suit pas les démarches suggérées et bloque ainsi l'avancée de son dossier ;
- *en septembre 2007, le service apprend, en téléphonant au garage, que l'exploitant a changé (George Malki) et il lui est demandé de remplir le formulaire de changement de titulaire de PE*
(jamais reçu) ;
- *en octobre 2007 : réception d'une pétition (Mr Van der Wielen). Le service n'arrive pas à joindre le gérant qui n'est jamais sur place et les communications avec le propriétaire sont*
difficiles (mauvais français) ;
- *en novembre 2007 : nouvelle réception d'une plainte d'un riverain (nuisances sonores) ;*
- *le même mois, le service est informé que le gérant a encore changé et en décembre une nouvelle visite est organisée afin de rencontrer le nouveau gérant ;*
- *toujours en décembre 2007, le service reprend contact avec le plaignant et il lui*

est proposé d'introduire une demande de mesurage de bruit à l'I.B.G.E. (aucune demande déposée) ;

- en 2008 divers contact sont pris avec l'exploitant afin de faire poser une porte Rf demandée dans le Permis d'Environnement, ce qui fut fait.

- en mars 2011, suite à la demande de madame la Conseillère, contact est repris avec l'exploitant qui nous informe que le garage a encore changé de gérant, et toujours les mêmes

problèmes de contact ;

- fin mars 2011 un courrier est envoyé au propriétaire afin d'avoir les coordonnées de l'exploitant actuel (pas de réponse) ;

- à prendre également en considération les soucis de santé de plusieurs membres du service engendrant des problèmes de suivi ;

- suite à une nouvelle demande le service se rend sur place ce 22/03 (sans rendez-vous) afin de rencontrer le nouveau gérant (depuis 08/2010). Nous avons également tenté de prendre

contact avec le plaignant qui n'a pas pu répondre à nos appels.

Même si le service n'est pas absolument sans reproche, ici, c'est plutôt les plaignants qu'il faut blâmer.

Madame De HENAU répond :

J'attire quand même votre attention sur de nombreuses lettres qui ne sont jamais arrivés dans les services.

Monsieur De WOLF conteste :

Ce n'est pas exact !

Quand des courriers sont adressés sans le nom de l'Echevin, le Secrétariat le dispatche vers le service concerné.

Madame De HENAU insiste :

Il y a une lettre de 2009, écrite au Collège, et qui n'est jamais arrivée à Madame F. BERTIEAUX et Madame M.-R. GEUTEN.

Monsieur De WOLF répond :

Une lettre ? ça peut arriver ...

Madame De HENAU poursuit :

Pour revenir au dossier dont je parlais, les plaignants n'ont pas introduit de plainte à l'IBGE ? peut-être. C'étaient des personnes âgées. On aurait pu les aider ! Mais il n'y a pas que ça ! Des habitants ont été reçus à propos du sterfput dans la rue: ça allait être fait et ça n'a pas été fait ! Jamais les habitants n'ont reçu de réponse.

Depuis mercredi (date du dépôt de mon interpellation) l'activité du garage s'est comme par hasard ralentie ! Les stewards ne peuvent plus taxer. Je vous demande de voir cet habitant, dont vous avez le nom ...

Monsieur van EYLL répond :

Le 22 mars 2012, ils sont allés voir sur place ; voici le résumé de cette visite :

- *Lors de la visite inopinée, on est informés que l'AFA sprl (titulaire du PE) n'existe plus, qu'elle est devenue la Pro-car1 sprl depuis 08/2006 : un formulaire de changement de titulaire de*

permis est remis et immédiatement rempli par Mr AVOO ;

- *Copie du Permis d'Environnement est également remis au nouvel exploitant*

- *Est constaté que le 2ème pont du garage n'existe plus ;*

- *Est également constaté que le garage ne fait pas de lavage de voiture, que seul le nettoyage de certaines pièces se fait et au-dessus d'un récupérateur d'huiles usagées, et que le*

trottoir, par temps sec en milieu de semaine (comme signalé dans l'interpellation) est propre ; en ce qui concerne les horaires d'ouverture et de travail ceux-ci sont du lundi au vendredi

de 8-18h et le samedi de 10-18h ;

- *Les informations relatives au stationnement des véhicules du garage en rue n'ont*

pu être corroborée (travail sur peu de véhicules par jour et l'ensemble de la rue étant en zone

stationnement verte : gratuit pour riverains, payant pour les autres).

Le Conseil prend connaissance: l'interpellation est entendue.

Mijnheer de Burgemeester,

Als gemeenteraadsleden krijgen we geregeld vragen van burgers over verschillende onderwerpen. Vaak kunnen we een antwoord geven op hun vraag. Toch zijn er ook tal van gevallen waar burgers zich tevergeefs tot het college of de bevoegde diensten gericht hebben. We hebben gemerkt dat deze inwoners gefundeerd opmerkingen of klachten hadden, die steeds terugkwamen, maar waarvoor ze nooit een ontvangstbewijs of antwoord gekregen hebben.

Zonder in te gaan op de andere dossiers, wil ik terugkomen op een vrij tekenend voorbeeld van deze houding. Op de gemeenteraad van 3 februari 2011 heb ik u tijdens een bespreking erop attent gemaakt dat de dienst Stedenbouw en Leefmilieu niet antwoordde op gerechtvaardigde vragen van de inwoners.

Op 7 februari 2011 vroeg de dienst Stedenbouw me om het probleem in verband met een milieuvergunning iets uitvoeriger te beschrijven. Dit “om een volledig en precies antwoord te geven en om indien nodig onze procedures aan te passen aan de opmerkingen”.

Op 28 februari 2011 zette ik in een mail de klachten uiteen van de bewoners van de Generaal Henrylaan met betrekking tot de uitbating van een garage die veel overlast veroorzaakt. Daarbij heb ik de naam en de gegevens vermeld van de contactpersoon. Op 24 maart 2011 werden er foto's verstuurd.

De klachten werden vanaf oktober 2007 meegedeeld aan de dienst. Tot op vandaag hebben de bewoners echter nog altijd geen nieuws ontvangen.

Graag had ik het volgende geweten:

- 1-Zijn er objectieve redenen voor deze houding of voor het feit dat de brief die aan het college gericht was niet doorgespeeld is aan de betrokken diensten?
- 2- Verbindt u zich ertoe ervoor te zorgen dat uw diensten de bewoners van de Generaal Henrylaan zo spoedig mogelijk kunnen ontmoeten om dit probleem op te lossen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

De heer VAN EYLL antwoordt op de drie vragen van mevrouw DE HENAU

1. *Neen! Uiteraard is het de taak van het college om te antwoorden!*
2. *Het is de taak van het college om zo snel mogelijk te antwoorden, en indien dit niet mogelijk is, moet er binnen de veertien dagen een ontvangstbewijs opgesteld worden, maar er kunnen altijd fouten optreden!*
3. *Het is een treffend voorbeeld*

Mijnheer De Wolf neemt het woord:

In dit geval lijkt het belangrijk om kort samen te vatten welke tussenkomsten hier hebben plaatsgevonden:

- *in december 2005: de gemeente ontvangt een klacht van een buurtbewoner (via dhr. Lenaers);*
- *dezelfde maand wordt er een bezoek gebracht aan de garage;*
- *midden juni 2006 meldt de dienst aan de klager dat er ter plaatse geen enkele overtreding werd vastgesteld, en stelt hem voor om een geluidsmeting aan te vragen bij het BIM. De klager voert de voorgestelde stappen niet uit en blokkeert zo de vooruitgang van zijn dossier;*
- *in september 2007 verneemt de dienst via een telefoontje naar de garage dat de uitbater veranderd is (George Malki) en vraagt hem om het formulier voor de verandering van de houder van de milieuvergunning in te vullen (nooit ontvangen);*
- *in oktober 2007: ontvangst van een petitie (dhr. Van der Wielen). De dienst kan de uitbater niet bereiken omdat hij nooit ter plaatse aanwezig is en de communicatie met de eigenaar verloopt slecht (spreekt niet goed Frans);*
- *in november 2007: nieuwe klacht van een buurtbewoner (geluidsoverlast);*
- *dezelfde maand verneemt de dienst dat er weer een nieuwe uitbater is en in december wordt een nieuw bezoek georganiseerd om de nieuwe uitbater te ontmoeten;*
- *nog steeds in december 2007 neemt de dienst contact op met de klager en stelt hij hem voor om een geluidsmeting aan te vragen bij het BIM (geen enkele aanvraag ingediend);*
- *in 2008 zijn er verschillende contacten met de uitbater om een brandwerende deur*

te installeren, zoals gevraagd in de milieuvergunning. dit werd uitgevoerd.

- in maart 2011 wordt er naar aanleiding van de vraag van mevrouw het gemeenteraadslid opnieuw contact opgenomen met de uitbater, die ons meldt dat de garage weer

veranderd is van zaakvoerder. De dienst ondervindt wederom dezelfde problemen om met hem in contact te treden.

- eind maart 2011 stuurt de dienst een brief naar de eigenaar om de gegevens van de huidige uitbater te verkrijgen (geen antwoord);

- daarnaast moet er ook rekening gehouden worden met de gezondheidsproblemen van meerdere personeelsleden, wat leidt tot problemen met de opvolging;

- naar aanleiding van een nieuwe vraag gaat de dienst ter plaatse kijken op 22 maart (zonder afspraak) om de nieuwe zaakvoerder (sinds 8/2010) te ontmoeten. We

hebben ook geprobeerd om contact op te nemen met de klager, die onze oproepen niet heeft kunnen beantwoorden.

- Ook al gaat de dienst hier niet helemaal vrijuit, toch moet de schuld vooral gezocht worden bij de klagers.

Mevrouw DE HENAU antwoordt:

Ik wijs u er niettemin op dat heel wat brieven nooit aangekomen zijn bij de diensten.

De heer DE WOLF betwist dit:

Dat klopt niet!

Wanneer het gemeentebestuur brieven ontvangt zonder de naam van de schepen, dan stuurt het secretariaat deze naar de betrokken dienst.

Mevrouw DE HENAU houdt vol:

In 2009 werd er een brief gericht aan het college, die nooit tot bij mevrouw F. BERTIEAUX en mevrouw M-R GEUTEN geraakt is.

De heer DE WOLF antwoordt:

Eén brief? Dat kan gebeuren ...

Mevrouw DE HENAU gaat verder:

Om terug te komen op het dossier waar ik het over had: de klagers hebben geen klacht ingediend bij het BIM? Misschien. Het waren ouderen. De gemeente had hen kunnen helpen. Maar er is meer. Er werden bewoners ontvangen om de waterafvoer in de straat te bespreken: deze zou er komen, maar werd niet geïnstalleerd! De bewoners hebben nooit een antwoord gekregen.

Sinds woensdag (datum waarop mijn interpellatie werd ingediend) is de activiteit van de garage als bij toeval afgenomen! De stewards kunnen dus geen belasting meer opleggen. Ik zou deze bewoner wiens naam u hebt, willen spreken.

De heer VAN EYLL antwoordt:

Op 22 maart 2012 zijn ze ter plaatse gaan kijken:

- *Tijdens het onverwachte bezoek wordt er ons gemeld dat AFA sprl (houder van de milieuvergunning) niet meer bestaat en dat ze veranderd is in Pro-carl sprl sinds 8/2006: er wordt een formulier voor de wijziging van vergunninghouder overhandigd, dat de heer AVOO onmiddellijk invult.*
- *Er wordt ook een kopie van de milieuvergunning bezorgd aan de nieuwe uitbater*
- *De dienst stelt vast dat de tweede brug van de garage niet meer bestaat*
- *De dienst stelt ook vast dat de garage geen auto's wast, maar enkel bepaalde stukken reinigt en dit boven een opvangbak voor gebruikte olie. Het is droog weer en midden in de week (zoals vermeld in de interpellatie) en het voetpad is proper;*
- *Wat de openings- en werkuren betreft: deze zijn van maandag t/m vrijdag van 8-18 u. en op zaterdag van 10-18 u.;*
- *de gegevens betreffende het parkeren van voertuigen uit de garage in de straat konden niet bevestigd worden (per dag werd er aan weinig wagens gewerkt en de hele straat ligt in de groene parkeerzone: gratis voor omwonenden, betalend voor anderen).*

De Raad neemt kennis: de interpellatie is gehoord.

26.03.2012/A/011 **Procédure d'expropriation du terrain sis avenue de la Force Aérienne - Aménagements de voirie avenue Nouvelle, Cavalerie et Force Aérienne - Décision de principe.**
Procedure van onteigening van de terrein gelegen Luchtmachtlaan - Aanleg van de Nieuwelaan, Ruitersijlaan en Luchtmachtlaan - Principieel beslissing.

Le Conseil communal,

Vu la procédure d'expropriation en cours pour le terrain sis avenue de la Force Aérienne appartenant à la Régie des Bâtiments ;

Considérant que le terrain est destiné à la fois à la Zone de Police et à la Commune ;

Considérant que, pour des raisons de facilité, c'est la Zone de Police qui exproprie l'entièreté du terrain ; que la Commune rachètera une partie du terrain pour y mettre sa déchetterie ; qu'une petite partie restera la propriété de la police fédérale ; qu'une servitude de passage sera instaurée au profit de celle-ci pour permettre le passage de ses véhicules ;

Considérant que, parallèlement à ce projet, la Région de Bruxelles-Capitale envisage d'installer un parking pour autocars et poids lourds avenue Nouvelle et avenue de la Cavalerie ;

Considérant par ailleurs que ces avenues nécessitent un réaménagement complet dont le coût à charge de la Commune est évalué à 2.000.000 euros ;

Considérant que l'aménagement d'un parking pour autocars et pour poids lourds avenue de la Cavalerie relève de l'intérêt général de la Région Bruxelloise, et que la problématique du parking aux abords des casernes de la police fédérale relève de l'intérêt du pouvoir fédéral;

Considérant que pour ces raisons, la Région de Bruxelles-Capitale et l'Etat fédéral ont marqué leur accord pour permettre à la structure Beliris de prendre en charge l'aménagement des deux avenues;

Considérant que cet aménagement permettrait de transférer les poids lourds de l'avenue du 2ème régiment des Lanciers vers l'avenue de la Cavalerie et d'améliorer ainsi l'esthétique de cette porte d'entrée d'Etterbeek;

Considérant que, dans le projet, Beliris envisage la construction d'un rond-point à l'intersection des avenue Nouvelle et avenue de la Cavalerie et comprend

l'expropriation du terrain d'angle avenue de la Cavalerie / avenue Nouvelle appartenant à la Police fédérale ;

Considérant que certains éléments de ce projet ne conviennent pas à la Police fédérale, notamment la perte du terrain précité ; que celle-ci craint également que l'aménagement des avenues de la Force Aérienne et de la Cavalerie n'empêche la sortie de ses véhicules lourds ;

Considérant que, dans cette hypothèse, la Police fédérale souhaiterait conserver une partie plus importante du terrain sis avenue de la Force Aérienne, ce qui pourrait remettre en cause le projet de la Commune d'y installer une déchetterie ;

Vu le courrier que la Régie des Bâtiments a adressé à la Commune en date du 14.03.2012 sollicitant l'abandon des projets d'aménagement de la voirie prévus avenue de la Cavalerie, Nouvelle et Force Aérienne sur les deux points relevés par la Police fédérale ;

Considérant que l'avant-projet sur lequel la police fédérale se base actuellement ne constitue qu'une première ébauche informelle, et qu'il sera donc parfaitement possible de l'adapter en fonction des contraintes de giration du charroi lourd de la police fédérale;

Considérant que l'aménagement d'un rond point au carrefour de l'avenue Nouvelle et de l'avenue de la Cavalerie ne constitue pas non plus un élément indispensable au projet;

DECIDE

de s'engager auprès de la Régie des Bâtiments et de la police fédérale :

- à ne pas développer de projets de rond-point au carrefour de l'avenue Nouvelle et de l'avenue de la Cavalerie si un tel projet devait avoir une emprise sur une parcelle appartenant à la police fédérale;
- à veiller à ce que les projets d'aménagement des avenues de la Force Aérienne et de la Cavalerie qui seront proposés par Beliris soient compatibles avec les mouvements du charroi lourd de la police fédérale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op de lopende onteigeningsprocedure voor het terrein in de Luchtmachtlaan dat eigendom is van de Regie der Gebouwen;

overwegende dat het terrein zowel bestemd is voor de politiezone als voor de gemeente;

overwegende dat de politiezone het terrein gemakkelijks halve onteigent; dat de gemeente een gedeelte van het terrein zal overkopen om er haar containerpark te installeren; dat een klein gedeelte in handen blijft van de federale politie; dat er een erfdiensbaerheid van overpad gevestigd wordt zodat de politievoertuigen erdoor kunnen rijden;

overwegende dat, naast dit project, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voornemens is een parkeerterrein aan te leggen voor bussen en vrachtwagens in de Nieuwelaan en de Ruitersjlaan;

overwegende dat deze lanen een volledige heraanleg vereisen waarvan de kostprijs voor de gemeente op € 2 000 000 geraamd wordt;

overwegende dat de aanleg van een bus- en vrachtwagenparking in de Ruitersjlaan kadert in het algemeen belang van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat de parkeerproblemen in de omgeving van de Kazernes van de federale politie kaderen in het algemeen belang van de federale overheid;

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de federale staat overeengekomen zijn om de aanleg van de twee lanen toe te vertrouwen aan Beliris;

overwegende dat Beliris binnen dit project een rotonde wil aanleggen op het kruispunt van de Nieuwelaan en de Ruitersjlaan, waarbij het terrein op de hoek van de Ruitersjlaan/Nieuwelaan, dat eigendom is van de federale politie, onteigend wordt;

overwegende dat bepaalde elementen van dit project niet passen in de plannen van de federale politie, met name het verlies van het bovenvermelde terrein; dat zij ook vreest dat haar zware voertuigen als gevolg van de heraanleg van de Luchtmacht- en Ruitersjlaan het terrein niet zullen kunnen uitrijden;

overwegende dat de federale politie volgens deze hypothese een groter gedeelte van het terrein langs de Luchtmachtlaan zou willen behouden, wat het project van de gemeente om er een containerpark te vestigen, in het gedrang zou kunnen brengen;

gelet op de brief die de Regie der Gebouwen naar de gemeente gestuurd heeft op 14.03.2012 waarin ze vraagt af te zien van de projecten voor de heraanleg van de Ruitersijlaan, Nieuwelaan en Luchtmachtlaan op de twee punten door de federale politie;

overwegende dat het voorontwerp waarop de federale politie zich momenteel baseert slechts een eerste informele schets is, en dat het dus volstrekt mogelijk is om dit aan te passen aan zodat de zware voertuigen van de federale politie er kunnen passeren;

overwegende dat de aanleg van een rotonde op het kruispunt van de Nieuwelaan en de Ruitersijlaan evenmin een noodzakelijk element is voor het project;

BESLIST

Zich er jegens de Regie der Gebouwen en de federale politie toe te verbinden:

- geen projecten te ontwikkelen voor een rotonde op het kruispunt van de Nieuwelaan en de Ruitersijlaan als voor zo'n project een terrein van de federale politie onteigend moet worden;
- erover te waken dat de projecten voor de heraanleg van de Luchtmacht- en de Ruitersijlaan die Beliris zal voorstellen, verenigbaar zijn met de doorgang van zware voertuigen van de federale politie.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

SEANCE HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

26.03.2012/A/012 **Accident de travail - Personnel ouvrier - Fixation d'une rente.**

Arbeidsongeval - Bediendepersoneel- Vaststelling van de rente.

Le Conseil communal,

Vu la décision par laquelle une incapacité permanent a été proposée à Madame Thi Tuyet NGUYEN, en réparation de son accident du travail du 14 septembre 2010 ;

Considérant que cette décision a été notifiée par pli recommandé à la poste à Madame Thi Tuyet NGUYEN ;

Considérant que Madame Thi Tuyet NGUYEN a marqué son accord le 28 décembre 2011 sur la proposition qui lui a été faite ;

Vu la loi du 03 juillet 1967 ;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1970 ;

Article 1

A la suite de l'accident du travail du 14 septembre 2010, une incapacité permanente est accordée à Madame Thi Tuyet NGUYEN, née le 09 septembre 1968 et demeurant à 1040 BRUXELLES, rue Mont du Chêne, 16/23 ;

Article 2

Les données ci-après sont prises en considération :

1. salaire de base à l'index 138,01 y compris autres avantages professionnels et pécule de vacances : 16.637,89 € ;
1. lésions : traumatisme fermé (fracture du scaphoïde) du poignet gauche traité de manière conservatrice orthopédique. Persistance d'une douleur au site fracture et légère limitation de la flexion palmaire. – pas d'impotence fonctionnelle majeure.
1. taux d'incapacité permanente, fixé à 3,00 % par l'autorité médicale compétente
1. date de consolidation : 18 octobre 2011
1. effet de la rente 01 octobre 2011 ;

Article 3

Madame Thi Tuyet NGUYEN peut prétendre à une rente viagère annuelle fixe calculée en fonction de l'index en vigueur au moment de l'accident. Cette rente à sa valeur hors index, c'est-à-dire à 100 % à 138,01 s'élève à $16.637,89 \text{ €} \times 3,00/100 = 499,14 \text{ €}$.

En fonction de l'article 4 §3 de la loi du 03 juillet 1967, la rente de 499,17 € est ramenée à $499,14 \times 50/100 = 249,57 \text{ €}$.

A l'index de 209,16 en vigueur au moment de l'accident, la rente s'élève à $249,57 \text{ €} \times 1,5157 = 378,27 \text{ €}$, elle est payable annuellement.

Conformément aux dispositions légales, cette rente n'est pas adaptée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

Article 4

Ethias A.A.M., rue des Croisiers, 24 à Liège, dans le cadre du contrat d'assurance souscrit par la commune d'Etterbeek, s'engage à exécuter l'intégralité du règlement prévu par notre décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/013 **Guichet unique du logement - Désignation, à titre temporaire, dans les liens d'un contrat d'emploi à durée déterminée d'un an, d'un secrétaire d'administration - Fixation du traitement - Prorogation (M. Maxime DE HAECK).**
Woonloket - Tijdelijke benoeming van een bestuurssecretaris in het kader van een contract van bepaalde duur vastgelegd op een jaar - Bepaling van de wedde - Verlenging.

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 26/05/1997 portant modification des arrêtés organiques du personnel communal en vue de l'application de la « Charte sociale », rendue exécutoire par la lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Considérant la délibération du Conseil communal du 25/06/2003 (réf : 25.06.2003) portant création d'un emploi temporaire de secrétaire d'administration (A 1/2/3) pour le service du guichet unique du logement, rendue exécutoire par la lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/08/2003 (réf : 005-2003/6486-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 09/05/2011 (réf. : 09.05.2011/A/019) portant désignation de M. Maxime DE HAECK, en qualité de secrétaire d'administration, à titre temporaire, sous le régime d'un contrat à durée déterminée d'un an ;

Considérant qu'il convient d'assurer la continuité et le bon fonctionnement du service du guichet unique du logement ;

Considérant que les dispositions reprises dans la circulaire du 14/10/2004 sur l'emploi des langues sont respectées ;

Considérant que l'intéressé a satisfait à l'épreuve informatisée portant sur la connaissance élémentaire de la seconde langue ;

Considérant que l'intéressé s'engage à suivre une formation linguistique et à présenter l'épreuve orale correspondant à son niveau ;

Vu les articles 100 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

- au scrutin secret, par suffrages sur votants,

- en qualité de secrétaire d'administration, à titre temporaire, dans les liens d'un contrat d'emploi à durée déterminée d'un an, prenant cours le 18/04/2012 ;

- M. Maxime DE HAECK, né à Etterbeek le 02/12/1981, de nationalité belge, titulaire du grade de licencié en sciences politiques par l'Université Libre de Bruxelles.

FIXE

le traitement de l'intéressé, conformément au statut pécuniaire du personnel communal, comme suit :

- budget 2012 – Article 922/111/05,

- € 22.278,45 temps plein (traitement annuel à 100 % - indice 138,01)

La présente délibération fera l'objet d'un contrat d'emploi à durée déterminée d'un an.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Vice-Gouverneur, à M. le Receveur Communal et au Service « Gestion des Ressources Humaines ».

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 27 votes positifs, 2 abstentions.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 27 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

26.03.2012/A/014 **Personnel ouvrier et de Maîtrise - Mise en disponibilité pour maladie 2012 d'un ouvrier auxiliaire - Fixation du traitement d'attente - Entérinement (M. Thierry MARECHAL).**

Arbeiders - en meesterschapspersoneel - Indisponibiliteitsstelling wegens ziekte 2012 van een hulparbeider - Bepaling van het wachtgeld - Bekrachtiging.

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 17/11/2003 (ref. : 17.11.2003/A/002) portant modification du

règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 05/02/2004 (ref. : 005-2003/11613-iv) ;

Vu le Chapitre IX du règlement sur la disponibilité et plus particulièrement la section 1 : Dispositions générales et la section 3 : disponibilité pour maladie ;

Considérant que M. Thierry MARECHAL, ouvrier auxiliaire définitif, détaché au Service Cimetière, a introduit un certificat médical du 16/01/2012 au 31/03/2012; que, vu les certificats médicaux déjà introduits antérieurement, l'intéressé dépasse la durée maximale des congés de maladie dont il peut bénéficier en application de l'art.43 du règlement d'ordre intérieur relatif aux congés ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de mettre l'intéressé en disponibilité, pour maladie, du 09/03/2012 au 31/03/2012 et pour toute autre période de maladie ultérieure durant l'année 2012, celui-ci ne pouvant plus bénéficier de congés de maladie durant cette année ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

au scrutin secret,

- de mettre M. Thierry MARECHAL, ouvrier auxiliaire définitif, né à Rocourt, le 25/06/1956, en disponibilité pour cause de maladie, du 09/03/2012 au 31/03/2012 et pour toute autre absence, pour maladie, durant l'année 2012 ;

- à défaut, d'avoir repris ses fonctions à la date de la présente délibération, l'intéressé sera convoqué devant le médecin du Ministère de la santé publique et de la famille, afin que le Conseil communal puisse statuer sur son cas en connaissance d'un dossier médical complet.

FIXE

- comme suit, le traitement d'attente de l'intéressé, (conformément à l'article du règlement d'ordre intérieur relatif à la position de disponibilité) :

Article budgétaire 875/111/01 – budget 2012

Au 09/03/2012 : **14.742,18 €** X 60%

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région

de Bruxelles-Capitale, aux Services du Personnel, de la Recette et à l'intéressé. Contenu vide.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/015 **Pension communale – Crèche et préguardiennats – Octroi d'une pension de retraite à Madame Bernadette DEMANNEZ, puéricultrice – Fixation du montant au 1er avril 2012.**

Gemeentelijk pensioen - Kinderkribbe en pleutertuin - Toekenning van en rustpensioen aan mevrouw Bernadette DEMANEZ, kinderverzorgster - Vaststelling van het bedrag op 1 april 2012.

Le Conseil communal,

Vu la lettre du 4 janvier 2012 de Madame Bernadette DEMANNEZ, puéricultrice, en disponibilité volontaire précédant la pension depuis le 1^{er} septembre 2007, demandant sa mise à la retraite à la date du 1er avril 2012 ;

Vu les décisions du Conseil communal des 27 décembre 1934, 2 mars 1956, 10 décembre 1971, 14 novembre 1974, 30 novembre 1978, 24 octobre 1984, 15 décembre 1988 et 22 novembre 1990 relatives aux régimes de pension applicables au personnel communal et aux ayants droit ;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraites et de survies des agents du secteur public ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/80, par la loi programme du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes et ses modifications ;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation dans les divers régimes de pension et les modifications y apportées ;

Vu la Loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'art.156 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'intéressée a travaillé à la commune d'Etterbeek du 12 août 1974 au 31 mars 2012.

Considérant que le total des services admissibles pour la pension de retraite est de **37 ans 7 mois et 19 jours** et que le traitement à prendre en considération est de **23.962,66 €** (traitement moyen des 5 dernières années) ;

DECIDE

Article 1^{er}

Madame Bernadette DEMANNEZ est admise à la retraite à partir du 1^{er} avril 2012;

Article 2

A partir du 1^{er} avril 2012, il lui est alloué, à l'indice pivot 138,01 une pension annuelle de retraite fixée à **15.031,58 €** (voir détails en annexe);

Article 3

Les informations justifiant la qualité de pensionné, seront transmises par voie électronique à la mutualité. En fonction de ces informations et après examen du dossier, la mutualité informera l'intéressé de ses droits;

Article 4

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière;

Article 5

L'intéressée est tenue de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek : l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu ; toute modification d'état civil et de domicile ; tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources;

Article 6

La présente délibération tient lieu de brevet de pension;

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mr le Receveur et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/016 **Personnel administratif - Nomination à titre définitif, d'un adjoint administratif chef - Fixation du traitement (Isabelle Pinon).**
Administratief personeel - Benoeming van een administratief hoofdadjunct in vast verband - Vaststelling van de wedde (Isabelle Pinon).

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté organique pour le personnel administratif et technique tel que modifié par la délibération du Conseil communal du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) relative à l'application de la Charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) et plus particulièrement son article 21 (période d'essai) ;

Vu sa délibération du 17 octobre 2011 (réf. 17.10.2011/A/016) portant nomination, par voie de promotion, au grade d'adjoint administratif chef à l'essai, de Mme Isabelle PINON ;

Considérant que l'intéressée, nommée à l'essai au 1^{er} octobre 2011, aura accompli le 1^{er} avril 2012 les six mois d'essai prévus par l'article 21 précité et peut être nommée à titre définitif à cette date ;

Considérant que l'intéressée donne entière satisfaction aux autorités locales, tant par sa manière de servir, par sa conduite que dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale,

NOMME

- au scrutin secret, par suffrages sur votants,

- au grade d'adjoint administratif chef, à titre définitif, au 1^{er} avril 2012,

- Mme Isabelle PINON, née à Ixelles le 07/06/1979, de nationalité belge, adjoint administratif chef à l'essai depuis le 1^{er} octobre 2011.

FIXE

le traitement de l'intéressée, conformément au statut pécuniaire du personnel communal, comme suit :

- budget 2012 – article 104/111/01

- € 19 430,46 (traitement annuel à 100 % - indice 138,01).

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Vice-Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, aux services du Bourgmestre et Gestion des Ressources Humaines et à l'intéressée.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/017 **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite de type 4 d'un professeur de religion catholique nommé à titre définitif (Madame Bernadette RECTEM).**

Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard- In beschikbaarstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaande de pensioenstelling type 4 van een vastbenoemde lerares katholieke godsdienst.

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10 septembre 1981, portant la nomination à titre définitif de Madame Bernadette RECTEM, en qualité de professeur de religion catholique, au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », avec effet au 1^{er} octobre 1981;

Considérant que l'intéressée a sollicité une mise en disponibilité pour convenances

personnelles précèdent la pension de retraite à partir de 55 ans (Type 4) du 1^{er} septembre 2007 au 31 août 2011 ;

Vu la lettre de l'administration générale des personnels de l'Enseignement subventionné par la Communauté française, réf. 1977/O/BXL/COM précisant que Madame Bernadette RECTEM peut bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de la retraite à partir du 01/09/2007 conformément aux dispositions de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984, tel que modifié notamment par le décret de la communauté française du 2 avril 1996 ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article précité, l'intéressée percevra- une subvention-traitement d'attente réduite à 50% de la dernière subvention-traitement d'activité;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatif à la nomination du personnel enseignant;

DECIDE

De mettre en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à partir de 55 ans (type 4), à partir du 1^{er} septembre 2007 au 31 août 2011 Madame Bernadette RECTEM professeur de religion catholique nommé à titre définitif au centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard née à Carnières, le 21 avril 1952, munie du diplôme de licenciée en sciences religieuses et d'agrégée de l'enseignement religieux du degré secondaire supérieur délivré par l'UCL le 17 septembre 1976;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/018 **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à partir de 55 ans d'un professeur de religion nommé à titre définitif (Madame Bernadette RECTEM)**
Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard - In beschikbaarstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaande de

oppensioenstelling vanaf 55 jaar van een vastbenoemde lerares katholieke godsdienst.

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10 septembre 1981, portant la nomination à titre définitif de Madame Bernadette RECTEM, en qualité de professeur de religion catholique, au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », avec effet au 1^{er} octobre 1981;

Considérant que l'intéressée a sollicité une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à partir de 55 ans (Type I) du 1^{er} septembre 2011 au 30 avril 2012 ;

Vu la lettre de l'administration générale des personnels de l'Enseignement subventionné par la communauté française, réf. DGPEs/Gest./Brux./MP/NDC/19-08-2011 précisant que Madame Bernadette RECTEM peut bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de la retraite à partir du 01/09/2011 conformément à l'article 8 de l'A.R. 297 du 31/03/84 tel que modifié ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article précité, l'intéressée percevra- une subvention-traitement réduite à 65% de la dernière subvention-traitement d'activité;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatifs à la nomination du personnel enseignant;

DECIDE

De mettre en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à partir de 55 ans (type I), à partir du 1^{er} septembre 2011 au 30 avril 2012 Madame Bernadette RECTEM professeur de religion catholique nommé à titre définitif au centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard née à Carnières, le 21 avril 1952, munie du diplôme de licenciée en sciences religieuses et d'agrégée de l'enseignement religieux du degré secondaire supérieur délivré par l'UCL le 17 septembre 1976;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/019 **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard – Mise à la retraite d'un professeur de religion catholique, nommé à titre définitif (Bernadette RECTEM).**
Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard - Oppensioenstelling van een vastbenoemde leraar katholieke godsdienst.

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10 septembre 1981, portant la nomination à titre définitif de Madame Bernadette RECTEM, en qualité de professeur de religion catholique, au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », avec effet au 1^{er} octobre 1981;

Vu la lettre par laquelle l'intéressée a introduit à l'Administration communale d'Etterbeek une demande de pension de retraite à partir du 1^{er} mai 2012;

Vu la lettre du Ministère des Finances – Administration des Pensions – Pensions de retraite de l'enseignement spécifiant que Mme Bernadette RECTEM a introduit une pension de retraite et qu'elle réunit les conditions légales exigées en vue de l'obtention de ladite pension;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatifs à la nomination du personnel enseignant ;

DECIDE

de prendre acte de la démission, à la date du 30 avril 2012, de Mme Bernadette RECTEM, née à Carnières, le 21 avril 1952; professeur de religion catholique à titre définitif, au **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard**

d'émettre l'avis que l'intéressée a droit à une pension de retraite, à partir du 1^{er} mai 2012;

la copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/020 **Enseignement fondamental communal - Désignation à titre temporaire d'une surveillante au service de l'étude (Zacharoula BOUSSIS).**
Gemeentelijk lager onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een toezichtster op de studiedienst.

Le Conseil communal,

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement du service de l'étude, il convient de désigner au plus tôt les titulaires ;

Considérant que la rétribution de ce personnel est en partie supportée par les parents des élèves concernés ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité de surveillante, à titre temporaire, au service de l'étude, au sein des écoles communales primaires d'Etterbeek à partir du 3 octobre 2012, Mme Zacharoula BOUSSIS, de nationalité belge, né le 27 avril 1985 à Anderlecht munie du diplôme d'instituteur préscolaire délivré par la Haute école Francisco Ferrer en septembre 2009 – Régime linguistique français;

L'intéressé sera rémunéré que pour autant qu'il ait presté les heures prévues à ce service ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M. le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à M l'Inspecteur cantonal, au service de l'Enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressé.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

totale de carrière professionnelle à une maîtresse spéciale de morale nommée à titre définitif (Henrienne HULIN).

Gemeentelijk lager gewoon en bijzonder onderwijs - Toekenning van een totale loopbaanonderbreking aan een vastbenoemde bijzonder onderwijzeres.

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10 mars 1994 nommant à titre définitif, Mme Henrienne HULIN, en qualité de maîtresse spéciale de morale, à partir du 1^{er} avril 1994 ;

Considérant que l'intéressée demande à pouvoir bénéficier d'une interruption totale de carrière professionnelle, du 01.09.2009 au 31.08.2010 et du 01.09.2010 au 31.08.2011 ;

Considérant que l'intéressée est normalement chargée de 10 périodes de cours par semaine au sein de l'enseignement ordinaire et de 14 périodes dans l'enseignement spécial ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales pour bénéficier de cette interruption de carrière ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

PREND ACTE

Que Mme HULIN Henrienne, maîtresse spéciale de morale, à titre définitif, bénéficiera d'une interruption de carrière professionnelle à temps plein, du 01.09.2007 au 31.08.2008. Elle est munie de l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur (langue maternelle – histoire - option morale) délivrée par l'Ecole Normale de Nivelles, le 3 décembre 1979- régime linguistique français.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/022 Enseignement primaire communal - Mise en disponibilité pour cause de maladie d'un institutrice primaire nommée à titre définitif (Laurence RIBALAYGUA). Gemeentelijk lager onderwijs - In beschikbaarstelling wegens ziekte van een vaste benoemde onderwijzeres.

Le Conseil communal,

Vu sa délibération datée du 26 mars 2007, portant nomination à titre définitif de Mme Laurence RIBALAYGUA, en qualité d'institutrice primaire, avec effet au 1^{er} avril 2007;

Vu les dispositions statutaires applicables à l'enseignement subventionné – article 57 du décret du 6 juin 1994 ;

Considérant qu'en date du 15/12/2011, l'intéressée a atteint la durée maximale des jours ouvrables de congés pour cause de maladie auxquels elle peut prétendre en vertu des dispositions des articles 6 à 9 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et des disponibilités pour maladie et infirmité de certains membres du personnel, qu'en conséquence et suivant les termes de la lettre de la Direction générale des personnels de l'enseignement subventionné par la Communauté française – réf. DGPES/AML/GC Etterbeek, Madame Laurence RIBALAYGUA se trouve de plein droit, sur base des dispositions de l'article 12 du décret susmentionné, en disponibilité pour cause de maladie à partir du 14/03/2011 ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 13 du Décret du 4 février 1997, l'intéressée percevra une subvention-traitement, réduite à 80% de la dernière subvention-traitement d'activité pour toute autre période de maladie, durant l'année scolaire 2010-2011 ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

Que Madame Laurence RIBALAYGUA, née le 29 janvier 1981, institutrice primaire, à titre définitif, aux écoles communales d'Etterbeek, est mise en disponibilité pour cause de maladie, à partir du 15/12/2011 et ce, pour toute autre période de maladie durant l'année scolaire 2011-2012 – régime linguistique français ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/023 **Enseignement primaire communal - Désignation à titre temporaire d'une institutrice primaire (Dorothee ARMELLINI).**
Gemeentelijk lager onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een onderwijzeres.

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Piette Daphnée, institutrice primaire, à titre définitif, s'est absentée pour raison de congé de maternité du 04.01.2010 au 30.06.2010 ;

Considérant que Mme Anne Muller, institutrice primaire, à titre définitif, s'est absentée pour exercer temporairement une autre fonction du 01.09.2010 au 30.06.2011 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Dorothee ARMELLINI s'est portée candidate ;

Considérant que les emplois en cause bénéficient de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Dorothee ARMELLINI répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à ces emplois telles que prévues au décret du 06.06.94 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice primaire, à titre temporaire, au sein des écoles communales, Mme Dorothee ARMELLINI, de nationalité française, née à Dreux (France), le 16 janvier 1982, munie du diplôme professionnel de professeur des écoles délivré par le

Ministère français de l'Education nationale le 15 octobre 2003 reconnu professionnellement pour l'exercice en Communauté française des fonctions d'institutrice primaire – régime linguistique français.

L'intéressée est chargée de 24 périodes de cours :

- du 04/01/2010 au 30/06/2010 à l'école « Claire-Joie » ;
- du 01/09/2010 au 30/06/2011 à l'école « Claire-Joie » ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/024 **Enseignement primaire communal - Désignation à titre temporaire d'une institutrice primaire (Nathalie CODDENS).**
Gemeentelijk lager onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een onderwijzeres.

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Van Roy Hélène, institutrice primaire, à titre définitif, s'est absentée pour raison de congé de maternité du 15.11.2010 au 25.02.2011 ;

Considérant que Mme Garcia Garcia Anabel, institutrice primaire, à titre définitif, s'est absentée pour raison de congé de maternité du 28.02.2011 au 30.06.2011 ;

Considérant que l'école claire-joie a reçu 29 périodes pour l'enseignement différencié....

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Nathalie CODDENS s'est portée candidate ;

Considérant que les emplois en cause bénéficient de la subvention-traitement liquidée

par la Communauté française ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Nathalie CODDENS répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à ces emplois telles que prévues au décret du 06.06.94 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice primaire, à titre temporaire, au sein des écoles communales, Mme Nathalie CODDENS, de nationalité belge, née à Uccle, le 14 janvier 1985, munie du diplôme de bachelier – institu(teur)trice primaire délivré par la Haute école Léonard de Vinci le 31 août 2010 – régime linguistique français.

L'intéressée est chargée de 24 périodes de cours :

- du 15/11/2010 au 24/06/2011 à l'école « Claire-Joie » ;
- du 01/09/2011 au 30/06/2012 à l'école « Claire-Joie » ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Éducation de la Communauté française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'École et à l'intéressée.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/025 **Enseignement primaire communal - Désignation à titre temporaire d'une maîtresse spéciale d'adaptation (Caroline CHOJNACKI).**
Gemeentelijk lager onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een bijzondere onderwijzeres aanpassing.

Le Conseil communal,

Considérant que le chiffre de la population scolaire pour l'année scolaire 2010-2011 et 2011-2012 permet de subventionner 24 périodes d'adaptation à l'école fondamentale « Claire-Joie » ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Caroline CHOJNACKI s'est portée candidate ;

Considérant que les emplois en cause bénéficient de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Caroline CHOJNACKI répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à ces emplois telles que prévues au décret du 06.06.94 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice primaire, à titre temporaire, au sein des écoles communales, Mme Caroline CHOJNACKI, de nationalité belge, le 6 avril 1987, munie du diplôme de bachelier – Institutrice primaire délivré par l'institut supérieur de Pédagogie Galilée, le 16 juin 2008 – régime linguistique français.

L'intéressée est chargée de 24 périodes de cours :

- du 01/09/2010 au 30/06/2011 à l'école « Claire-Joie » ;
- du 01/09/2011 au 30/06/2012 à l'école « Claire-Joie » ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2012/A/026 Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Octroi d'une dérogation à la limite d'âge à un chef d'atelier nommé à titre définitif (Alain GURNET).

Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard - Toekenning van een afwijking betreffende jaarlimiet voor een vastbenoemde atelierchef.

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 26 février 2007, portant nomination, à titre définitif de M. Alain GURNET, en qualité de chef d'Atelier, au Centre d'Enseignement Secondaire Ernest Richard, avec effet au 1^{er} novembre 2006 ;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié à ce jour ;

Vu la lettre par laquelle l'intéressé adresse à l'Administration communale d'Etterbeek la demande de prolongation de carrière au-delà de la limite d'âge (65 ans) du 17 janvier 2011;

Vu la lettre de l'administration générale du personnel de l'Enseignement subventionné par la communauté française, réf. DGPEs/GEST/Brux/MP/DP/12.05.11 datée du 13/05/2011 autorisant, pour des raisons pédagogiques, à M. Alain GURNET, à poursuivre ses fonctions de chef d'atelier au Centre d'enseignement secondaire Ernest Richard, au-delà de 65 ans et cela jusqu'au 30 juin 2012 ;

Considérant que conformément aux dispositions du Décret précité, l'intéressé percevra une subvention-traitement;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatifs à la nomination du personnel enseignant ;

DECIDE

De prendre acte de la dérogation à la limite d'âge, de M. Alain GURNET chef d'atelier à titre définitif, au Centre d'Enseignement Secondaire Ernest Richard;

L'intéressé a droit à une prolongation de carrière du 1^{er} septembre 2011 au 30 juin 2012 ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 21h20.
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt gesloten om 21h20.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Christian Debaty

Vincent De Wolf